

PROCHE-ORIENT

LES AFFRONTEMENTS MILITAIRES A LA FRONTIÈRE ÉGYPTO-LIBYENNE

M. Arafat se pose en médiateur

(Suite de la première page.)

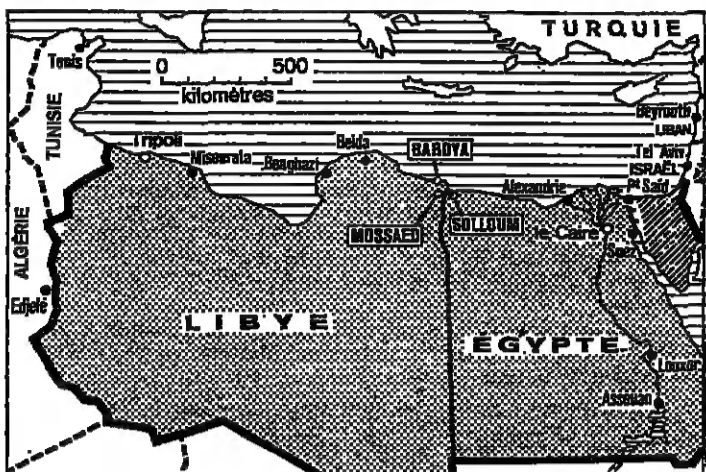
On pensait en outre ici que l'Égypte n'attaquerait pas une « nation sœur » sur le territoire de laquelle vivent près de 250 000 de ses citoyens.

Des accusations d'ingérence

Il était clair cependant, depuis la récente tentative de réconciliation entre MM. Sadate et Kadhafi entreprise par le président du Togo, que le fossé s'était encore élargi entre les deux capitales. Les origines de cet antagonisme sont nombreuses et relativement anciennes. Parvenu au pouvoir, le colonel Kadhafi n'a pas pardonné aux égyptiens du premier Raïs d'avoir fait passer leurs préoccupations nationales avant les idées panarabes. M. Sadate s'est, quant à lui, refusé à ouvrir la vallée du Nil aux activités aussi bouillonnantes qu'imprévisibles du colonel libyen. Toutefois, la Libye étant riche, sûre et peu peuplée, l'Égypte avait essayé de lui complaire en créant en 1971 une « confédération » égypto-syro-libyenne qui n'a jamais eu qu'une existence formelle.

La véritable rupture intervint en 1973, lorsque le colonel Kadhafi, venu à l'écart des préparatifs du conflit d'octobre, condamna la façon dont la guerre

était menée. Cela lui valut l'initiale définitive des dirigeants du Caire et la désaffection de la jeunesse égyptienne. Dès lors, toutes les « retrouvailles » entre deux hommes, MM. Sadate et Kadhafi, que séparait l'âge, le tempérament et les idéaux politiques, étaient vouées à demeurer sans lendemain. Les expulsions et les mauvais traitements (il y eut même cette année une exécution sommaire) de coopérants égyptiens en Libye et l'ouverture de ce pays à l'influence soviétique



avaient achevé, depuis un an, de brouiller les deux régimes.

Récentement, au Caire, la rumour d'une « prise à revers » de la Libye par le biais d'une aide militaire au Tchad avait circulé. Le vice-président égyptien, le général Mubarak s'était même rendu à N'Djamena ce mois-ci pour évoquer le projet avec les dirigeants tchadiens. Enfin, en dernier ressort, Tripoli avait été officiellement accusé par le Caire d'avoir soutenu les extrémistes musulmans du groupe Tahir Qasr Hegra, qui, selon les Égyptiens, auraient préparé un coup d'État contre le Raïs. Tripoli avait rejeté ces accusations. Au Caire, l'homme de la rue ne sait trop que penser des derniers événements. Pour lui, une seule chose est sûre : « Une guerre avec la Libye ne profiterait qu'à Israël ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

TRIPOLI : une agression pour « détourner l'attention du peuple égyptien des problèmes sérieux qu'il affronte »

Tripoli (Agence libyenne ARNA). — Réfutant les accusations égyptiennes, un porte-parole du gouvernement libyen a accusé « les forces armées égyptiennes d'avoir envahi à l'aube du 21 juillet le village libyen frontalier de Mossaad, tuant des civils, femmes et enfants compris, bombardant des maisons, les écoles, les

soulevements populaires et les troubles intérieurs en Égypte ». ajoutant : « C'est devenu maintenant pratique courante du régime Sadate d'impliquer la République libyenne dans tout mouvement populaire en Égypte, qu'il soit de gauche, de droite, pro-nassérien, de nature syndicale ou ouvrière ».

Dans une déclaration ultérieure, le porte-parole du gouvernement libyen a annoncé que « l'aviation égyptienne a attaqué le village de Boudya », détruisant des installations civiles et tuant de nombreux habitants. Les gardes frontières libyens et les forces de la résistance populaire luttent pour chasser les agresseurs de Mossaad », a-t-il ajouté.

De précédentes attaques

Faisant l'historique de la tension entre les deux pays, le porte-parole a fait état de plusieurs attaques armées égyptiennes contre les régions frontalières libyennes au cours de ces dernières semaines. Dans la nuit du 14 au 15 juin 1977, a-t-il précisé, les troupes égyptiennes avaient pris d'assaut deux postes de police et enlevé quatre policiers libyens. Six autres membres des forces de l'ordre, dont deux officiers, avaient été également enlevés lors d'un nouveau raid, le 25 juin. Des notes de protestation avaient été envoyées à l'Égypte sur ces deux affaires, et le Caire n'avait pas donné suite à ces mémorandums. La République libyenne en a remis un troisième, le 12 juillet, aux autorités égyptiennes. Les trois notes avaient été communiquées à tous les gouvernements arabes, ainsi qu'au secrétariat de la Ligue arabe.

Le porte-parole a admis cependant que les patrouilles libyennes avaient par la suite capturé treize soldats égyptiens, que Tripoli avait proposé d'échanger contre les policiers libyens détenus en Égypte. Il a aussi entendu que les « armées égyptiennes continuait à occuper certaines positions sur

DES FORCES ARMÉES TRÈS INÉGALLES

Les forces armées libyennes et égyptiennes sont d'une inégale importance avec, toutefois, un point commun, celui de disposer de plus de missiles que n'en peuvent avoir les effectifs régulièrement instruits.

« LA LIBYE peut aligner trente mille hommes de l'armée régulière, essentiellement dans les forces terrestres, dotées de près de 800 chars de conception soviétique et de 500 auto-mitrailleuses de production indienne, et dans les forces aériennes avec 130 avions de combat environ (pour la plupart des Mirage français) et des bombardiers soviétiques. La marine a commandé récemment à la France des vedettes lance-missiles.

« L'ÉGYPTÉ dispose de trois cent cinquante mille hommes de l'armée régulière renforcée, le cas échéant, d'unités paramilitaires de deux cent mille hommes. Ses divisions blindées ou mécanisées alignent jusqu'à 100 chars de combat de tous les modèles (soviétiques pour leur grande majorité) et 250 blindés plus légers. L'Égypte possède trois brigades parachutistes. L'aviation dispose de près de 500 avions, la plupart de conception soviétique, avec, toutefois, une quinzaine de Mirage. La marine a dix-sept mille hommes — unités des vedettes lance-missiles.

Israël

La presse fait un accueil triomphal à M. Begin après ses entretiens avec M. Carter

Tandis que les organes de presse dans le monde arabe dénoncent avec véhémence les « propositions de paix » formulées par M. Begin à Washington, les gouvernements intéressés se concertent pour arrêter une position commune.

Jérusalem. — Le gouvernement Likoud a été mis en minorité, mercredi 20 juillet, à la Knesset, sur une affaire d'hygiène dans les abattoirs. L'opposition s'est bien gardée d'exploiter cette victoire. « Sauvez-vous pourquoi ? », lança dans les couloirs de la Knesset une personnalité de l'ancien régime. Parce qu'un renversement de la coalition actuelle aurait forcément nécessité de nouvelles élections et le Likoud remporterait une telle victoire qu'il serait le premier parti, en Israël, à pouvoir constituer un gouvernement homogène et se passer de partenaires.

« Les titres de la presse de presque tous les bords consensuels étaient, en effet, un diptychique alibi de propagande à la gloire de M. Menahem Begin. Le succès de son voyage aux États-Unis est souligné dans les manchettes par des citations de propos tenus par les Américains eux-mêmes : le président Carter, le vice-président Mondale, M. Cyrus Vance et même M. Brzezinski, tenu pourtant comme étant l'un des plus dangereux adversaires d'Israël dans l'entourage du président. On cite abondamment la presse américaine pour comparer le ton de ses commentaires, souvent amicaux aujourd'hui, avec les termes acerbes qui, ont souligné l'accès au Likoud au pouvoir.

M. Menahem Begin rentrera de son voyage avec une auréole de gloire dont il est, semble-t-il, essentiellement redevable au climat psychologique qui a précédé son départ. Il était difficile d'imaginer son entretien avec le président Carter autrement que sous la forme d'un rude affrontement. Ses déclarations sur la Cisjordanie au lendemain de son élection et la riposte vigoureuse de l'administration américaine laissaient peu de chances à la conciliation. Le ton des médias américains, les commentaires de la presse internationale et les leçons des journaux israéliens donnaient les couleurs les plus sombres à l'avenir des relations israélo-américaines, et beaucoup ne se sont même demandé si Washington ne se préparait pas à un « lâchage » d'Israël, comme il a fait la France la veille de la guerre

concernant une éventuelle participation à la prochaine conférence de Genève. Selon le quotidien égyptien « Al-Ahram », les présidents Sadate et Assad, ainsi que le roi Hussein se rencontreraient prochainement pour mettre au point les modalités de leur participation à la conférence. Le ministre libanais des affaires étrangères a, pour sa part, indiqué que son gouvernement tenait à prendre part aux négociations de paix.

De notre correspondant

de six jours. Rappelons que les États-Unis ont aujourd'hui, comme l'était la France en 1967, les seuls « amis » et « alliés » d'Israël. Une rupture avec eux aurait pris l'ampleur d'une catastrophe.

Pas de pressions sans arrière-pensées

Il faut bien reconnaître cependant que M. Begin lui-même était loin de partager un tel pessimisme, et son assurance a paru inexplicable. Conservant une sérénité qui a surpris, il n'a cessé de répéter que « tout irait très bien ». Or, peut-on affirmer que tout a été très bien à Washington ? On ne peut répondre à cette question qu'en fonction des objectifs que l'on attribue à M. Begin. Ce qu'il peut porter sans conteste dans la colonne des résultats positifs, c'est qu'il a vaincu le « dragon » réel ou imaginaire que constituait la menace d'un affrontement, sinon d'une rupture, avec les États-Unis. Non seulement les dirigeants américains ne tarissent pas d'éloges à son égard, mais ils vont même jusqu'à lever les entraves mises du temps du gouvernement Rabin à la livraison d'importants matériels militaires et acceptent d'assurer de nouvelles fournitures. Cela permet de penser que pour l'instant du moins Washington n'a pas l'intention d'exercer de pressions sur Jérusalem pour l'amener à composition. A ce résultat tout de même considérable s'ajoute le succès tactique qu'a enregistré le premier ministre en mettant le monde arabe dans l'embarras au sujet de la conférence de Genève.

Les divergences demeurent

Les divergences de vue entre M. Begin et Carter restent toutefois, semble-t-il, enfoncées sur le plateau du Golan. Le secrétaire général de la Fédération des kibboutzim Hakibboutz Hameouh, qui est affilié au parti travailliste, avait déjà déclaré : « S'il est vrai que

à la rampe de Genève, laissant aux délégations le soin d'en débattre.

Selon les membres de l'entourage de M. Begin, cités par les correspondants de la télévision israélienne à Washington, l'insistance du gouvernement Rabin à s'assurer la préalable l'appui des Américains aux thèses israéliennes aurait été l'une des entraves à la convocation de la conférence de Genève. On peut en déduire que M. Begin n'a rien demandé de tel à ses interlocuteurs qui n'ont pas modifié une position fort éloignée de celle des Israéliens.

Américains et Israéliens sont donc d'accord pour aller à Genève en ordre dispersé et n'attendant plus que la réponse des États arabes. On compte beaucoup sur les efforts que va déployer, pendant une dizaine de jours, M. Cyrus Vance au Proche-Orient, où il arrive début août, pour tenter notamment d'aplanir la difficulté que représente la participation palestinienne. On parle aussi d'un « char beaucoup d'importance » à la présence du ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, en septembre prochain, à New-York, où il assistera à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies, en même temps que plusieurs dirigeants arabes.

En dépit du flot d'éloges qui déferle sur M. Begin, quelques critiques lui sont adressées. Au comité central du parti travailliste, qui s'est réuni jeudi 21 juillet afin de décider s'il doit être une opposition « constructive » ou une opposition « combattive », deux anciens ministres ont émis des réserves sur le plan de la paix de M. Begin. M. Ygal Allon le juge « dangereux » parce qu'il implique une annexion de la Cisjordanie, et M. Galil, qui fut très influent dans les gouvernements Eshkol, Golda Meir et Rabin, estime « excessives » les concessions que M. Begin est prêt à consentir sur le plateau du Golan. Le secrétaire général de la Fédération des kibboutzim Hakibboutz Hameouh, qui est affilié au parti travailliste, avait déjà déclaré : « S'il est vrai que

M. Begin est prêt à renoncer à la moitié du Golan, ce serait un acte irresponsable, car ce serait renoncer à une chaîne d'établissements agricoles qui sont importants pour notre sécurité ».

Le chef du gouvernement israélien suscite aussi, par le ton conciliant qui s'est émis, de l'inquiétude dans les rangs de son propre parti et une irritation de plus en plus marquée dans les cercles du Gush Emounim (Bloc de la foi) qui prôchent, pour ces prochaines semaines, une série d'implantations sauvages — en Cisjordanie. Dans ces milieux, on redoute que M. Begin n'ait acquiescé à la demande des Américains de surseoir à toute implantation en Cisjordanie, au moins jusqu'à la conférence de Genève. Ce ne serait pas l'un des moindres paradoxes de la situation que de voir le chef du gouvernement Likoud attaqué à droite et à gauche pour sa... modération.

ANDRÉ SCAMAMA.

« Deux attentats à l'explosif ont eu lieu le mercredi 20 juillet en Israël, cinq personnes ont été touchées. A Naharya, en Galilée, une charge a explosé dans un supermarché blessant cinq personnes. Plusieurs arrestations ont déjà été opérées. Quelques minutes plus tard, une autre explosion a été provoquée au jardin zoologique de Jérusalem. Il n'y a eu ni victimes ni dégâts. — (A.F.P.)

« M. Chirac a reçu mercredi 20 juillet M. Garik, ambassadeur d'Israël, qui l'a notamment entretenu du transfert à Paris de l'école israélienne actuellement située à Neuilly. Lundi, le maire de Paris avait reçu M. Moïsses, chef de la Safik (organisation palestinienne pro-syrienne).

« Le « numéro deux » de l'O.L.P., M. Abou Ayed, a annoncé que la « centrale » des fedayin appliquerait un cesse-le-feu « inconditionnel et unilatéral » dans le sud du Liban. « Nous espérons que l'autre partie agira de même », a-t-il dit. La droite libanaise a réservé sa décision. — (U.P.I.)

De l'« union » à la confrontation

1971

1^{er} SEPTEMBRE. — La constitution de l'Union des Républiques arabes est approuvée par référendum en Égypte, en Syrie et en Libye.

1972

1^{er} JANVIER. — Naissance officielle de l'Union des Républiques arabes.
2 AOÛT. — MM. Sadate et Kadhafi décident à Benghazi de procéder par étapes à l'« unification totale » de l'Égypte et de la Libye. La fusion doit intervenir le 1^{er} septembre 1973.

1973

22 JUIN - 9 JUILLET. — Les divergences sur la nature de l'Union éclatent au grand jour au cours de la visite du président libyen en Égypte.

15 - 21 JUILLET. — Quinze mille Libyens entreprennent une « marche de l'unité arabe » en direction du Caire pour faciliter M. Sadate à accepter le projet.

29 AOÛT. — Les deux pays décident à nouveau de fonder un État unifié à une date qui reste à déterminer.

25 OCTOBRE. — Dans une interview au « Monde », le colonel Kadhafi dénonce la guerre d'oppression menée par l'Égypte et la Syrie contre Israël.

1^{er} DÉCEMBRE. — L'Égypte et la Libye renouent virtuellement leurs relations (appel des diplomates).

1974

15 FÉVRIER. — Lors d'une visite imprévue au Caire, le colonel Kadhafi se réconcilie avec M. Sadate.

15 AVRIL. — L'Égypte accuse la Libye d'avoir télécommandé une attaque contre l'Académie du génie militaire du Caire, qui avait fait onze morts la veille.

27 AVRIL. — Le colonel Kadhafi rétorque les allégations lancées contre lui et annonce qu'il interrompra son aide financière à l'Égypte.

6 AOÛT. — Dans un message aux dirigeants libyens, M. Sadate accuse le colonel Kadhafi d'avoir fomenté des attentats. Il aurait exigé l'arrestation du président libyen.

17 AOÛT. — Émile A. Alexandrie, les deux présidents décident d'enterrer la hache de guerre.

1975

11 AVRIL. — M. Sadate déclare que le colonel Kadhafi est « un malade mental ».

12 MAI. — Le centre d'information libyen au Caire est attaqué par un commando.

1976

5 FÉVRIER. — L'Égypte accuse l'Asie politique au colonel Mehdi, ancien membre du Conseil de la révolution libyenne.

10 MARS. — Selon le Caire, Tripoli procède à l'expulsion de milliers de travailleurs égyptiens.

22 JUILLET. — Le président Sadate affirme que la Libye a fomenté le complot qui a fait renverser le régime du général Nureddin al-Soudani.

13 AOÛT. — L'Égypte renforce son dispositif militaire le long de la frontière. M. Sadate a cette fois, Kadhafi ne se précipitera pas.

14 AOÛT. — Attentat contre le train reliant Alexandrie à Assouan.

23 AOÛT. — Le détournement d'un Boeing entre le Caire et Louxor est attribué à un commando libyen. Selon Tripoli, l'opération a été menée par les Égyptiens.

1977

5 FÉVRIER. — Évoquant l'affaire palestino-libyenne et l'accord israélo-égyptien dans le Sinai, le colonel Kadhafi accuse le président Sadate de « haute trahison ».

2 AVRIL. — Cinq personnes — dont un Égyptien — condamnées à mort pour meurtres terroristes et exécutées à Tripoli.

15 AVRIL. — Selon le Caire, la Libye fournit des chars soviétiques à l'Éthiopie.

25 AVRIL. — Selon la presse arabe, l'O.R.S. vient d'adresser un ultimatum à plusieurs gouvernements arabes, les invitant à intervenir « pour empêcher le Caire de se lancer dans une aventure militaire contre la Libye ».

15 MAI. — M. Jandou, le numéro deux du régime de Tripoli, soutient que l'Égypte préparait son opinion à une attaque armée contre la Libye.

21 JUILLET. — La presse catholique accuse la Libye d'avoir fomenté l'assassinat de l'ancien ministre, le cheikh Zabab, par une organisation de mamlouks intégristes. Les forces égyptiennes attaquent des villages frontaliers.

« Le général Fathi Meloum, chef de l'État du Tchad, a signé, mardi dernier, une ordonnance stipulant que tout déplacement hors du lieu de résidence est interdit jusqu'à nouvel ordre aux ressortissants libyens vivant au Tchad. Il leur est également interdit d'exercer toute activité lucrative sur le territoire tchadien. Leurs avoirs dans les banques locales sont bloqués et les activités de la Banque tchado-arabo-libyenne, du Centre culturel libyen et des écoles libyennes sont suspendues. (A.F.P.)

JOSEPH FONTANET

Le social et le vivant

Une nouvelle logique politique

Préface de Alain Peyrefitte

« J'ai trouvé ce livre passionnant. » ALAIN PEYREFITTE

« Mon admiration va d'abord au logicien. » MAURICE SCHUMANN

« Cette analyse ouvre une voie nouvelle pour l'exploration des complexités dont notre monde est le théâtre. » JACQUES RUEFF

« Un ouvrage indispensable. » PIERRE PIGANIOL

« Je suis frappé par l'importance de cet ouvrage. » JEAN STÖTZEL

« Cette analyse magistrale m'a non seulement convaincu, mais enthousiasmé. » ROLAND PRE

« L'un des ouvrages de réflexion les plus importants parus depuis quarante ans. » PIERRE LONGONE

PLON

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro de juillet

LES SEIGNEURS DE LA CRISE

23/7/1977

EUROPE

LA POLOGNE ENTRE LE MIEL ET LE VINAIGRE

(Suite de la première page.)

Les vagues de l'agitation ont ralenti, mais elles ont tout de même laissé derrière elles un « pavé » bien encombrant : neuf décrets, pour la plupart des militants du Comité de soutien aux travailleurs (KOR) mis sous verrou au milieu de mai pour avoir voulu apporter leur solidarité aux étudiants de Cracovie après la mort dans des circonstances mystérieuses de l'un d'entre eux, Stanislaw Pyjas, également sympathisant du KOR. L'arrestation de ces éléments considérés comme les plus actifs au sein du Comité de soutien signifie-t-elle un changement de politique du pouvoir ? La tolérance relative montrée pendant des mois envers le KOR a-t-elle définitivement laissé la place à la répression et aux procès ? La question est au cœur des débats à Varsovie. Il n'est pas sûr que même la direction du parti et du pays soit en mesure de lui apporter une réponse claire.

La première constatation qui s'impose, c'est que la crise née en juin 1976 et les événements qui l'ont alimentés par la suite ont montré l'existence d'un fort potentiel de contestation, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans de vastes sphères intellectuelles. L'élément le plus nouveau, et qui, ces derniers temps, a été à l'évidence pris sérieusement en compte par le pouvoir, a été l'engagement dans cette opposition ouverte aux formes multiples (pétitions, bulletins d'information, diffusion de samizdat, tels que *Zapil*) de milieux catholiques généralement plus prudents. Il est significatif que, parmi les quatre-vingt-sept de la fameuse « liste », ont réclamé la libération des « neuf » et de cinq ouvriers encore détenus pour les actes de violence commises le 25 juin 1976, il se soit trouvé un Père dominicain et un intellectuel catholique, M. Bogdan Cywinski, rédacteur en chef de la revue *Znak*, publiée à Cracovie.

Le rapprochement entre la gauche intellectuelle d'origine marxiste et l'Eglise catholique s'est manifesté aussi pendant la semaine de la culture chrétienne, en mai. Au cours de cette semaine, de nombreux écrivains oppositionnels, dont certains avaient rarement mis les pieds dans une église, ont recueilli des poèmes et autres textes littéraires en présence du cardinal Wysynski. A la stupefaction de certains de ces intellectuels, ce dernier devait ensuite les recevoir à la primatie où il les encouragea à « défendre les valeurs culturelles de la nation ».

Un grand gagnant

L'Eglise en tant que telle et le cardinal Wysynski moins que tout autre n'ont assurément ni commandé ni coordonné la contestation des neuf derniers mois, que ce soit de façon directe ou indirecte. Les rares ecclésiastiques qui acceptent de temps à autre de se confier à des étrangers ne cachent pas que les « brutes » véritables de l'Eglise sont bien éloignés de ces querelles quotidiennes. Maintes et maintes fois, ils ont préservé et élargi la liberté du culte, sauvegarder par cette foi commune l'unité de la nation, telles ont été à travers les siècles et telles sont encore aujourd'hui les tâches que

s'assigne l'Eglise polonaise. Il n'en reste pas moins que, comme le notait récemment un spécialiste autrichien des questions polonaises, M. Martin Pollack, dans la revue *Wiener Tagebuch* : « Dans la confrontation entre la bureaucratie du parti et les combattants pour les droits civiques, il y a un grand gagnant, l'Eglise catholique. Sans luttée elle-même, elle s'est affirmée comme une force contre laquelle personne en Pologne ne peut gouverner. Par son attitude ouverte et critique, elle a « initié » et « fait » tous les intellectuels critiques, sans pourtant ouvrir un conflit avec le régime. »

Un intellectuel socialiste comme Adam Michnik, l'un des neuf membres du KOR actuellement détenus, est l'un des exemples les plus remarquables de cette « initiation ». Son dernier livre, *«L'Eglise, la Gauche et le Dialogue»*, paru en France (1) au moment de son retour en Pologne au début du mois de mai, constitue une autocritique pour la méconnaissance, manifestée dans le passé par la gauche marxiste, du rôle joué par l'Eglise contre le « pouvoir » et les événements qui l'ont alimentés par la suite ont montré l'existence d'un fort potentiel de contestation, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans de vastes sphères intellectuelles. L'élément le plus nouveau, et qui, ces derniers temps, a été à l'évidence pris sérieusement en compte par le pouvoir, a été l'engagement dans cette opposition ouverte aux formes multiples (pétitions, bulletins d'information, diffusion de samizdat, tels que *Zapil*) de milieux catholiques généralement plus prudents. Il est significatif que, parmi les quatre-vingt-sept de la fameuse « liste », ont réclamé la libération des « neuf » et de cinq ouvriers encore détenus pour les actes de violence commises le 25 juin 1976, il se soit trouvé un Père dominicain et un intellectuel catholique, M. Bogdan Cywinski, rédacteur en chef de la revue *Znak*, publiée à Cracovie.

Des luttes d'influence indéniables

Comme Michnik, de nombreux intellectuels de formation marxiste reconnaissent aujourd'hui que, lorsque l'Eglise s'oppose au pouvoir, ce n'est pas pour défendre des privilèges, qui n'existent guère, ou par simple conservatisme — renouveau liturgique et renouveau politique ont plus profondément pénétré les milieux catholiques polonais qu'on ne le croit souvent en Occident, — mais pour défendre son « champ de liberté » contre les empiètements d'une autorité qui se voudrait absolue. Inversement, la hiérarchie ecclésiastique, à commencer par le cardinal Wysynski, paraît s'être défatée de la méfiance qu'elle avait longtemps nourrie envers les intellectuels « athées ». De la sorte l'Eglise est devenue encore plus qu'autrefois un puissant facteur d'unité.

M. Giersek, le premier secrétaire du parti, a-t-il saisi l'importance de ce phénomène ? L'appel à la tolérance envers ceux qui ont des « vues différentes sur la religion », qu'il a exprimé le 30 juin devant le Sejm (Parlement), paraît en être un signe. La remise en liberté de M. Jan Jozef Lipski, intellectuel catholique et l'un des principaux animateurs du KOR, en est un autre. Dans l'ensemble, le premier secrétaire s'est montré fidèle à sa volonté d'éviter la confrontation directe avec l'Eglise. Mais est-il toujours suivi par ses comparses ?

Le second élément du tableau qu'offre la vie politique polonaise en cet été 1977, c'est le manque

de cohésion de l'équipe en place. Plus personne ne nie que des luttes d'influence se sont déroulées ces derniers mois dans l'« appareil ». Mais les opposants admettent aujourd'hui cette réalité et distinguent entre les tenants d'une ligne plus libérale incarnée par M. Giersek et les partisans d'une remise en ordre énergique. Ceux-ci ont marqué des points ces derniers temps. L'arrestation des « neuf » a été pour eux un succès. Dans leur logique, la mesure n'avait que trop tardé, car, estimant-ils, si cette « poignée d'agitateurs » avait été mise à l'ombre plus tôt, les esprits se seraient apaisés plus vite.

Mais que faire maintenant de ces « prisonniers » ? Les remettre en liberté, à la mi-août, à l'expiration du délai réglementaire de trois mois ? Prolonger leur détention de trois nouveaux mois ? Leur intention d'un procès ? Personne à Varsovie ne peut actuellement donner une réponse à ces questions. Officiellement, une instruction a été ouverte, mais elle ne serait pas menée avec beaucoup de diligence. Elle s'appuie sur les articles 132 du code pénal (conteste avec un représentant d'une organisation étrangère dans le but de nuire aux intérêts politiques de l'Etat polonais) et 271 (diffusion de fausses nouvelles).

Dans un appel adressé le 6 juin aux participants à la réunion de Belgrade, le KOR s'est défendu contre ces griefs. Toutes les informations que nous avons diffusées, affirme-t-il, étaient « exactes et honnêtes ». Il ajoute : « Leur publication a été dictée par la conviction que la mise en lumière des événements passés sous silence par les moyens d'information officiels servirait l'intérêt général. »

L'organisation d'un procès aurait inévitablement pour effet de porter atteinte au prestige de la Pologne et à l'étranger. Elle contredirait aussi la ligne défendue encore lors du plénum d'avril du comité central par le premier secrétaire. M. Giersek s'était alors assez nettement engagé en faveur de solutions politiques. « Contre les opinions et les points de vue qui sont faux, avait-il dit, nous employons des moyens politiques, des arguments et des contre-arguments. » S'ils veulent regarder la réalité en face, les représentants du « pouvoir ouvrier » devraient reconnaître que, devant la carence totale des syndicats, la seule organisation sociale à avoir apporté une aide

matérielle, juridique, médicale, aux travailleurs victimes de la répression a été le KOR.

Que la ligne de M. Giersek ait du mal à s'imposer contre une partie de l'appareil et le lobby policier, véritable Etat dans l'Etat, paraît clair. Il est troublant, par exemple, d'entendre M. Bogdan Rolinski, rédacteur en chef de *Zycie Warszawy*, l'un des journaux les plus virulents dans la campagne contre les « dissidents », affirmer n'avoir aucun souvenir de la phrase du premier secrétaire sur l'utilisation des moyens politiques pour résoudre les problèmes actuels. Le même personnage, qui a évidemment une mémoire bien sélective, ne se rappelle pas, non plus que le porte-parole du gouvernement, M. Janinec, a défendu, le 17 mai, la thèse de l'« accident » au sujet de la mort de l'étudiant Stanislaw Pyjas. Or, cette thèse est aujourd'hui à peu près abandonnée. Elle n'a pas été reprise en tout cas, le 1^{er} juin, à la télévision, par le directeur du cabinet du procureur général. Dans cette affaire aussi, l'enquête suit son cours, dit-on. Maintenant, il faudra en attendre les résultats pour être définitivement fixé.

Ces contradictions dans les attitudes officielles ne s'expliquent pas autrement que par l'opposition entre ceux qui veulent en toute occasion voir les agissements de la police et ceux qui s'efforcent de faire respecter la légalité socialiste. Beaucoup pensent à Varsovie que l'équilibre a failli être rompu en faveur des premiers. C'est ce qu'un commentateur, M. Dominique Horodyski, rédacteur en chef du journal *Kultura*, a appelé « la dialectique des extrêmes ». Chaque fois qu'apparaît une tendance extrémiste, on voit naître immédiatement la tendance opposée, tout aussi extrême, souvent plus forte et potentiellement plus dangereuse. C'est ce qu'a écrit M. Horodyski dans son hebdomadaire. La majeure partie des dirigeants étant convaincus que le « sectarisme » ne mène qu'à la crise, c'est finalement la ligne modérée qui a prévalu. De tous les pays de l'Est, où le vent de la contestation a soufflé depuis un an, la Pologne reste celle où la liberté d'expression et d'action pour les citoyens reste la plus grande. Ce n'est pas un fait nouveau, mais il est réconfortant de constater qu'il demeure vrai.

MANUEL LUCBERT.

Prochain article :

LES TATONNEMENTS DE LA « DÉMOCRATIE SOCIALISTE »

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● UN MISSIONNAIRE AMÉRICAIN A DU QUITTER LE pays après avoir refusé de renouer son visa de séjour. Il PAYS, les autorités brésiliennes s'agit du Père mormoniste Thomas Caputo, qui, avec un autre religieux américain, le Père A. Lawrence Rosenbaum, avait été arrêté le 15 mai dernier à Recife, emprisonné pendant trois jours, soumis à de mauvais traitements de la part de policiers et d'autres détenus, puis relâché sans explication. Les Pères Caputo et Rosenbaum avaient eu une entrevue avec Mme Rosalyn Carter lors de son passage à Brasilia. Un autre prêtre, de nationalité suisse, le Père Zufferey, qui travaillait depuis quinze ans à Recife, fait actuellement l'objet d'une procédure d'expulsion. — (A.F.P., Reuters.)

Etats-Unis

● UNE VEDETTE DE LA GARDE COTIÈRE CUBAINE A ARRIVÉ EN FRANCE, jeudi 21 juillet.

Mexique

● M. MICHEL PONIATOWSKI A ETE REÇU en audience privée, le jeudi 21 juillet, par le chef de l'Etat mexicain, M. José Lopez Portillo. L'entretien n'a donné lieu à aucun communiqué, mais on pense que, outre la politique internationale, et notamment le dialogue Nord-Sud, l'un des thèmes abordés est le règlement de la dette contractée par le Mexique auprès de la France pour la construction du métro de Mexico. — (A.F.P.)

Thaïlande

● LA SITUATION est redevenue normale à la frontière kméro-thaïlandaise après les violents incidents qui ont fait, mercredi et jeudi, dix-sept à dix-huit morts du côté thaïlandais (nos dernières éditions du 22 juillet). Selon Bangkok, les Cambodgiens auraient perdu « plus de quarante soldats ». — (A.F.P.)

Turquie

● M. KAMRAN INAN, ministre de l'énergie et des ressources naturelles dans le nouveau gouvernement de M. Demirel (le Monde du 22 juillet), a renoncé à ses fonctions quelques heures après sa nomination.

Italie Les communistes et les démocrates-chrétiens ont conclu un accord sur la décentralisation

De notre correspondant

Rome. — Un important accord sur la décentralisation a été conclu entre les démocrates-chrétiens et les communistes italiens, à l'issue d'une difficile bataille parlementaire. Le gouvernement de M. Andreotti doit le reprendre à son compte et en faire un décret-loi ce vendredi 22 juillet.

Le P.C. n'hésite pas à qualifier les mesures envisagées de « véritable réforme administrative portée par le parti communiste ». Le parti socialiste est beaucoup moins enthousiaste : il a voté contre le projet, bien qu'il s'agisse d'une modification importante de la structure de l'Etat, renforçant les régions et les municipalités. Selon lui, la démocratie chrétienne a réussi à conserver une grande partie de son pouvoir, puisque « les organismes existants, à travers lesquels sont gérées des centaines de milliards de lire pour une assistance sociale ou municipale », resteront en place. Le débat touchait en effet au vaste réseau de « clients » du parti gouvernemental et de son entourage depuis la libération.

Le Parlement italien avait adopté, en juillet 1972, une loi sur la décentralisation régionale et locale, mais le pouvoir n'avait pu en établir les décrets d'application. Comme d'habitude, l'affaire a traîné. Puis elle a été conclue brusquement. Le programme limité de gouvernement, rédigé au début de ce mois par les six partis « constitutionnels », contenait bien un chapitre sur la régionalisation, mais il avait été laissé en potence. Le voilà achevé.

La décentralisation en Italie est plus ancienne et beaucoup plus avancée qu'en France. Il existe, vingt régions autonomes, dont les compétences sont aussi bien législatives qu'administratives et financières. Néanmoins, elles dépendent strictement de l'Etat : du point de vue budgétaire, et parce que les fonctions qui leur sont déléguées restent partielles. En proie à de très graves difficultés financières, les régions et les municipalités sont d'ailleurs part, conditionnées par toute une série d'organismes locaux — banques, caisses d'épargne, chambre de commerce, œuvres d'assistance — qui constituent l'essentiel du pouvoir démocrate-chrétien. D'où l'enjeu de cette nouvelle loi.

Chaque parti a deux D.C. et P.C. ont décidé de maintenir un certain nombre d'organismes existants, comme l'Automobile Club, la Croix-Rouge, les offices pour le développement de l'ir-

rigation, l'Union pour l'accroissement de la race chevaline. D'autres seront supprimés ou remis au secteur privé. Quant aux chambres de commerce — autre institution controversée — elles perdront leur attribution en matière d'agriculture, d'industrie, d'artisanat et même de distribution commerciale. Les régions qui contrôlent déjà tout le secteur de la santé, verront donc leurs pouvoirs augmentés dans ces domaines, ainsi que dans les services sociaux, le tourisme, les eaux et forêts. En revanche, la nomination des dirigeants des coopératives d'artisanat et de crédit leur échappera. Autre conséquence de la loi : nombre de services ministériels seraient supprimés au profit des régions.

Depuis l'été 1975.

La démocratie chrétienne ne se serait pas tant battue à propos de cette loi si les communistes n'étaient aussi bien implantés dans les collectivités locales. La carte politique de l'Italie a, en effet, beaucoup changé depuis l'été 1975. Le cours des « lunes » régionales et des grandes municipalités est bien plus rouge que par le passé. Sur les quinze régions « à statut ordinaire » concernées par la nouvelle loi, plusieurs ont basculé à gauche, tandis que d'autres inaugurent une forme inédite de collaboration entre communistes et démocrates-chrétiens. Si l'on reste dans le rouge, on ne compte plus aucune région classique de centre gauche, avec le P.C. dans l'opposition. Les gouvernements régionaux sont, en fait, « rouges » (c'est le cas de l'Ombrie, du Latium, de la Ligurie, de l'Abruzzo, du Frioul-Vénétie-Julienne), ou alors ils sont « rouges » (c'est le cas de la Sicile, de la Campanie, de la Basilicate, de la Calabre).

Ainsi le parti communiste est associé, d'une manière ou d'une autre, au gouvernement de toutes les régions à statut ordinaire sur quinze, et dans les cinq régions à statut spécial (Sardaigne, Val d'Aoste, Trentin-Haut-Adige et Frioul-Vénétie-Julienne), il participe à la gestion des deux premières qui sont de loin les plus importantes. Le P.C. a également un poids considérable au sein des conseils municipaux. Il fait partie de trente-neuf « juntas » de chefs-lieux sur quatre-vingt-cinq, et non des moindres. Si l'on compte des adjoints à Milan, Gênes et Venise, le poste de maire lui revient à Rome, Naples, Turin, Florence et Bologna. Sur les dix principales métropoles italiennes, deux seulement échappent au parti de M. Berlinguer, lequel compte cinq cent deux maires dans les communes de plus de cinq mille habitants. Il peut dire qu'il « administre 60 % de la population nationale ».

Fidèles à leur stratégie, les communistes veulent étendre au niveau local la collaboration avec les autres partis. « Même quand la gauche est majoritaire, vient de déclarer l'un de leurs dirigeants, des votes nouveaux doivent être trouvés pour renforcer l'unité entre toutes les forces démocratiques. » Un exemple en a été récemment donné en Italie romaine, le plus vieux fief du P.C. : sortant de l'opposition, la démocratie chrétienne a accepté de soutenir la « gauche » socialiste-communiste. On imagine une telle « vote nouvelle », il y a seulement trois ans ?

ROBERT SOLÉ.

Uruguay

● LES AUTORITÉS DE MONTEVIDEO ONT ARRÊTÉ LE CORRESPONDANT A BUCAROSTE-ALTES. Le journaliste mexicain Ezequiel et brésilien O Estao de Sao Paulo. M. Flavio Tavares avait été interpellé le 14 juillet à l'aéroport de la capitale uruguayenne. Il sera traduit devant la justice pour avoir tenté de sortir du pays des documents obtenus par une section d'« espionnage » contre l'Uruguay. M. Tavares était venu à Montevideo pour intervenir en faveur d'un collègue, M. Pasquale, représentant local d'Ezequiel, qui avait également été arrêté, puis relâché. — (A.F.P., Reuters.)

Vietnam

● LE COMITÉ DE LIAISON DES BOUDDHISTES VIETNAMIENS EN FRANCE (pagode Khao-Anh, 14 avenue Henri-Robert, 75012 Paris) organise une réunion de prière pour les religieux arrêtés au Vietnam, le dimanche 24 juillet, à 15 heures, au 44, rue de Rennes, Paris (6^e).

Yugoslavie

● M. DUSAN PETROVITCH, président de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie, est mort subitement, jeudi 21 juillet à Belgrade, à l'âge de soixante-trois ans. [Ancien tailleur de pierre, M. Petrovitch fut l'un des premiers organisateurs de la lutte contre les forces hitlériennes, en Serbie, dès 1941. Il avait été, notamment, député après la guerre, vice-président du gouvernement fédéral serbe, membre du Comité central de la Ligue des communistes (L.C.Y.) de Yougoslavie et de la présidence de la L.C.Y. — (A.F.P.)]

ISRAËL : les élections du 17 mai, un malentendu ?

Des conséquences internationales limitées ? Pour comprendre Israël aujourd'hui.

ISRAËL

ET SES POPULATIONS O. BEN-SIMON ET E. ERRERA. Une approche de chacune des populations d'origine, juives, arabes — musulmanes, chrétiennes, druses, etc. — de leurs mentalités respectives, de leurs coutumes ainsi que de leurs traditions sociales et religieuses. Une description des relations entre les communautés, l'analyse des parties politiques, de l'extrême droite ultra-sioniste à l'extrême gauche anti-sioniste, et de leurs positions spécifiques vis-à-vis des Juifs orientaux non juifs, mais aussi minorités juives économiquement défavorisées tels les Juifs arabes. On trouvera rigoureux et indispensable pour saisir la réalité israélienne de demain.

Un guide

PAYS ET POPULATIONS L'AUTRE FAÇON DE VOYAGER. Dans la même collection : L'AFGHANISTAN, L'ESPAGNE, L'ETHIOPIE, LA THAÏLANDE. Diffusion P.D.F.

EDITIONS COMPLEXE

Amérique latine

Musique de qualité : disques et cassettes. Importation exclusive. En plus : livres, presse, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, drapeaux, etc., du Brésil et de toute l'Amérique Latine, de la péninsule ibérique et des nouveaux pays Africains de langue Portugaise.

Bureau-centre des pays de langue espagnole et portugaise (entièrement Librairie Portugaise et Brésilienne)

16, rue des Ecoles, Paris-VI - Tél. : 03.45.16 - Métro Malesherbes-Mutualité. (Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

ÉLIMINEZ LES MOUSTIQUES... ET TOUS LES INSECTES INDÉSIRABLES !

THIEBAUT le spécialiste de la lutte anti-insectes, vous propose toute une gamme d'appareils

de F. 6 à F. 600

THIEBAUT

30, PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS - Tél. 073-29-03

Documentaire sur demande.

TRÉCA EPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS 12^e - Tél. 857.46.55 Métro : Parmentier

CH 1110 150

EUROPE

ASIE

Espagne

Après l'assaut de la police contre la prison de Carabanchel
Le gouvernement mettrait au point une réforme pénitentiaire

Madrid. — Carabanchel, en Espagne, était le symbole même du système pénitentiaire. Au temps du franquisme, bien des clandestins pourchassés par la dictature ont passé des années dans cette prison de briques roses, située à la périphérie de Madrid, qui vient de connaître une des plus violentes révoltes de prisonniers. Marcelino Camacho, Simon Sanchez Montero, les deux grands chefs du parti communiste, ont vécu une partie de leur vie militante dans cette forteresse qui paraissait imprenable, et qui, de fait, a la couleur et la forme des H.M. voisines.

Aujourd'hui, Carabanchel est brisée. Après quatre jours de mutinerie, les sept cents prisonniers qui tenaient tête à la police se sont rendus. Le jeudi 21 juillet, mais le ont fait de leur prison un endroit inhabitable. Dans la soirée, le calme revenu, la police a ouvert les grilles aux journalistes. Rien n'a rélé. Les portes des cellules étaient blindées. Elles ont été déchiquetées. La rotonde centrale d'où les gardiens surveillaient les huit galeries de la prison a été réduite à un amas de pierres et de verre : ses vitres sont en miettes. Les résultats du saccage : des planchers entiers couverts de somnifères, de tablettes, de vêtements, de chaussures brisées ou déchirées. Là-haut, au troisième niveau d'une galerie, un faux plafond de polyester bête de partout : des barres de fer, le premier jour, l'ont déformées pour ouvrir un trou dans le toit-terrasse.

C'est sur les terrasses que les révoltes ont tenu quatre jours, un hélicoptère au-dessus de leurs têtes et en bas, les casques, les boucliers, les fusils de plusieurs brigades anti-émeute. Ils se cachaient sous des matelas quand la police tirait des balles de caoutchouc. De loin, ils saluaient les journalistes, les parents, les

Mille trois cents détenus

Jeudi, quand les policiers ont commencé à se frayer un passage à coups d'explosifs et de grenades lacrymogènes, afin de donner l'assaut final, les « prisonniers en lutte » ont lancé avec une fronde, leur dernier S.O.S. Ils n'avaient rien bu, rien mangé depuis l'avant-veille. L'eau avait été coupée dans la prison. Quinze hommes avaient été blessés au cours des assauts ou tentatives d'assaut qui s'étaient succédés. Dans leur message, les révoltés sollicitaient l'intervention de la Croix-Rouge internationale. Ils demandaient : « Sommes-nous des ordures ou des êtres humains ? »

A 18 heures, tout était fini. Un par un, ils sont descendus, les mains en l'air. Deux blessés ont été évacués à l'aide d'un treuil, manoeuvré par les pompiers. Sur les mille trois cents prisonniers incarcérés que compte Carabanchel, six cents environ n'avaient pas participé à la mutinerie et avaient été transférés vers d'autres établissements. Les mutins ont été reconduits, en pantaillon ou en slip, dans d'autres cellules. Les leurs, montrées aux journalistes, étaient souvent devenues inhabitables : placards haineux avec photos de femmes dévêtues ; sur les murs, des des-

Portugal

Le projet gouvernemental de réforme agraire a été approuvé avec l'appui du parti social-démocrate

De notre correspondant

Lisbonne. — A 5 heures du matin, ce vendredi 22 juillet, le Parlement portugais, qui venait d'ouvrir, par 66 voix contre 68, le projet de loi sur la réforme agraire qui lui avait été soumis par le gouvernement, levait la séance.

La nouvelle loi, qui remplace les deux décrets promulgués en juillet 1975 par le général Vasco Gonçalves, a été votée par les députés du parti social-démocrate et du parti social-démocrate, ainsi que par le général Galvão de Melo, député indépendant. Le parti communiste, le Centre démocratique et social, l'unique représentant de l'Union démocratique et populaire (extrême gauche), les deux députés indépendants qui avaient été exclus du P.S. en novembre dernier, et trois socialistes, dont l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso, ont voté contre. Avant le scrutin, un des derniers députés a démissionné du parti. Les deux autres, qui n'ont pas respecté la discipline de vote imposée par la direction du P.S., risquent d'être suspendus ou exclus de cette formation.

La discussion du projet de loi sur la réforme agraire a donné lieu, quatre jours durant, à un âpre débat entre le parti socialiste et le gouvernement, d'une part, et l'opposition modérée de l'autre. Les contacts bilatéraux entre M. Soares et les présidents du P.S.D. et du C.D.S. se

sont multipliés. Le rapprochement entre le P.S. et les sociaux-démocrates a été laborieux. Le 20 juillet, un dirigeant socialiste, membre du gouvernement, avouait que les conditions imposées par le P.S.D. étaient « difficilement négociables ». De leur côté, les sociaux-démocrates étaient divisés.

Un député socialiste, M. Jaime Gama, a prononcé un discours très violent contre le P.C., dans l'intention évidente de recueillir des voix de droite. « Nous souhaiterions pouvoir déclarer à l'avenir que nous n'avons pas été les seuls à lutter pour la libération de l'Alentejo », a-t-il ajouté — dans une évidente allusion à la forte implantation du P.C. dans cette province du pays.

Un appel au P.S.D. a été lancé par le directeur du quotidien *A Capital*, le directeur du parti socialiste, qui, dans un éditorial, a écrit : « Puisqu'ils se dénomment sociaux-démocrates, les députés du P.S.D. savent bien de quel côté se trouve la raison. Ils connaissent leur devoir politique face à la nation : ils savent que seul un projet de nature social-démocrate comme celui-ci, respectant l'entreprise individuelle et familiale, les coopératives et facilitant l'accès à la terre, peut rétablir la légalité dans le pays, et empêcher la domination collectiviste dans cette région. »

Un communiqué, signé par le P.S. et le P.S.D., a été distribué le 21 juillet en fin de journée. Selon ce texte, « aucun accord global » n'est intervenu entre les deux formations ; le P.S.D. ne donne pas son « aval » à la politique du gouvernement et le P.S. déclare maintenir son attitude de « non-alliance ». Mais la formation de M. Mario Soares tiendra compte de la nécessité d'établir dans le pays un climat d'ouverture et de dialogue indispensable à la consolidation de la démocratie. Les deux partis ont, en outre, décidé de se rencontrer régulièrement et de se tenir informés « dans les domaines fondamentaux de la vie nationale ».

Ce communiqué a évidemment laissé perplexes les dirigeants du C.D.S., qui, en mai dernier, avaient passé avec les sociaux-démocrates un accord aux termes duquel les deux organisations devaient conjuguer leurs efforts, notamment au niveau parlementaire. La « convergence démocratique » constituée par le P.S.D. et le C.D.S. paraît donc aujourd'hui compromise. L'alle portugais du P.S.D. favorable au rapprochement avec les socialistes, l'a emporté.

JOSE REBELO.
[Le Monde du 21 juillet a analysé le plan gouvernemental de réforme agraire.]

Inde

M. NEELAM SANJIVA REDDY DEVIENT PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Neelam Sanjiva Reddy sera le sixième président de la République indienne, à 68 ans, élu officiellement à New-Delhi, le jeudi 21 juillet. Normalement, le chef de l'Etat est élu par les deux chambres fédérales et les assemblées de chacun des Etats de l'Union indienne, mais M. Reddy, qui prètera serment lundi, a été « déclaré élu ». Il n'avait aucun adversaire, l'opposition et le parti gouvernemental s'étant mis d'accord sur son nom.

Le rôle du chef de l'Etat a toujours été limité en Inde. Ses pouvoirs ont encore été réduits l'an dernier, par réforme constitutionnelle que Mme Gandhi avait fait adopter par le Parlement alors que l'état d'urgence était en vigueur. Succédant à M. Fakhrudin Ali Ahmed, décédé il y a quelques mois, M. Reddy aura essentiellement une fonction protocolaire.

Agé de soixante-quatre ans, originaire de l'Andhra Pradesh, M. Reddy avait indiqué qu'il ne solliciterait sa candidature que si celle-ci faisait l'unanimité. Il s'était déjà présenté à l'élection présidentielle en 1969 contre M. Giri, qui devint le premier président de la République. A l'époque, il était le candidat des dissidents du parti du Congrès réunis autour de M. Desai, aujourd'hui premier ministre. Aux élections législatives de 1971, il fut élu député de la région de la Chambre basse, dont il devint le président (speaker). M. K.S. Hedge, son ancien juge de la Cour suprême, lui succède dans cette fonction.]

Chine

LE CHIEF D'UN PETIT PARTI RÉVOLUTIONNAIRE AMÉRICAIN EST REÇU EN GRANDE POMPE A PÉKIN

A un mois de la visite de M. Cyrus Vance en Chine, le premier ministre chinois, le marquis-maoïste Lénine (M. Zhou Enlai), a reçu en grande pompe à Pékin, le 21 juillet, pour pouvoir publier en première page des photographies et un article de la rencontre de M. Klonosky avec le président Hua Kuo-feng.

Au cours d'un banquet offert mercredi en l'honneur de M. Klonosky, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, a prononcé les « superpuissances, Etats-Unis et Union soviétique, qui rivalisent d'effacement ». Il a souligné à son hôte « de nouveaux succès dans la lutte contre la crise monopolistique » aux Etats-Unis.

Dans sa réponse, M. Klonosky s'est félicité de l'abolition de « la bande des quatre » et a pris position dans la polémique sino-albanaise en soutenant la théorie chinoise des « trois mondes » (superpuissances, pays développés, tiers-monde) qui a été récemment critiquée à Tirane. A ce sujet, l'agence Chine nouvelle a publié un article du quotidien communiste *Ultimas Noticias* défendant les vues de Pékin et répliquant au parti du travail albanais. Les organes chinois d'information demeurent muets, comme les autorités, au sujet des affiches annonçant la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping et l'exclusion de « la bande des quatre » par le troisième plénum du comité central du parti. (A.F.P., U.P.I.)

Angola

UNE VILLE DU SUD SERAIT TOMBÉE AUX MAINS DES GUERRILLEROS DE L'UNITA

Windhoek (A.F.P.). — Selon des officiers sud-africains, la ville de Cuangar, dans le sud de l'Angola, serait tombée aux mains des guerilleros de l'UNITA. Le radio sud-africain avait déjà annoncé mercredi 20 juillet que des combats avaient éclaté entre les troupes gouvernementales s'appuyant sur les forces de l'UNITA et les forces de l'UNITA. Cuangar, ville située au nord du fleuve Kwanza, frontière entre l'Angola et la Namibie. Cuangar avait été la semaine dernière le théâtre d'un incident, au cours duquel un avion angolais avait été abattu, faisant, selon Luanda, deux morts. Les autorités angolaises avaient accusé l'armée sud-africaine, qui avait démenti et avait attribué la responsabilité de l'incident à l'UNITA. (Le Monde du 18 et 17-18 juillet.)

Algérie

GRÈVE DES CHEMINOTS

Les cheminots algériens ont déclenché un arrêt de travail le mardi 19 juillet pour des revendications matérielles. Le mouvement s'est étendu à la grève des cheminots dans les chemins de fer le 21 juillet. Tous les trains sont immobilisés. Pour sa part, le *Moudjahid*, journal gouvernemental, a annoncé le 20 juillet que la grève générale des cheminots marocains était le 1er et 2 juillet se poursuivait, sans parler du mouvement déclenché en Algérie. (Corresp.)

● L'AGENCE DE PRESSE OFFICIELLE ALGÉRIENNE (A.P.S.) a dénoncé, jeudi 21 juillet, la politique de la France en Afrique, et plus particulièrement « l'intervention militaire au Tchad », qui « constitue un défi à l'Afrique entière ».

Elle accuse le Maroc et la France d'être à l'origine d'une dangereuse instabilité au Sahara. Rabat, en envoyant des troupes à Zouerate, « a franchi un nouveau pas vers l'annexion de la Mauritanie ».

Sri-Lanka

Selon les résultats partiels des élections L'opposition conservatrice de M. Jayawardene (U.N.P.) inflige une écrasante défaite à la formation de Mme Bandaranaike

Selon les résultats partiels connus ce vendredi 22 juillet en fin de matinée des élections générales qui se sont déroulées jeudi 21 juillet au Sri-Lanka, qui portent sur 150 des 168 sièges à pourvoir, le Parti national unifié (U.N.P.) de M. Junius Richard Jayawardene a déjà obtenu 130 sièges, contre les 17 qu'il détenait dans l'Assemblée précédente. Il disposera donc de plus des trois quarts des sièges. Le parti de Mme Sirimavo Bandaranaike, premier ministre sortant, le Sri-Lanka Freedom Party (S.L.F.P.) subit une écrasante défaite, passant de quatre-vingt-cinq sièges (majorité absolue) à quatre. Mme Bandaranaike est réélue, avec une majorité fortement réduite. Mais son neveu et « bras droit », M. Félix Dias Bandaranaike, ministre des finances, de l'alimentation et des coopératives, représentant de l'aile droite du parti, a été battu dans la banlieue de Colombo. La plupart des membres du gouvernement ont aussi perdu la poussière.

Le Front uni de la gauche — communistes orthodoxes, anciens trotskistes du Lanka Sama Samaja Party et transuges du S.L.F.P. — a perdu tous ses sièges. L'extrême gauche, représentée par le Janata Vimukti Peramuna, qui avait mis en lice trois candidats, n'a, pour le moment, aucun élu.

Le Front de libération tamoul (T.I.L.F.), qui représente la minorité tamoule, a déjà élu deux députés. Son chef, M. Amirthalingam, pourrait devenir le chef de l'opposition, son parti ayant plus de sièges que le S.L.F.P. — (Reuter, A.F.P.)

Portrait

Un homme d'ordre

Il n'aura pas fallu moins de trois décennies à M. Junius Richard Jayawardene, 47 ans, pour accéder à la première place. Depuis le jour de 1938 où il fut appelé par le chef de l'une des grandes familles de la bourgeoisie terrienne de l'île, D. S. Senanayake, au poste de ministre des finances dans le premier gouvernement indépendant, M. R. — comme on l'appelle familièrement — n'a pas cessé d'être le pouvoir derrière le trône, le deux ex machina de son parti. Il en a même été à deux reprises le souverain, en 1956 puis en 1970. La défaite subie alors devant d'autres pouvoirs de la gauche, qui abandonnait la direction de l'U.N.P., l'amenant enfin à « J. R. » la chance d'accéder au sommet. Mais il fallait pour cela recueillir les suffrages du parti. Ce qui fut fait en dépit de l'état d'urgence et de l'interdiction par Mme Bandaranaike de la presse favorable à l'U.N.P.

Gentilhomme éduqué à l'anglaise, élégant et mesuré — sauf pendant la campagne électorale — M. Jayawardene est issu d'une illustre famille de barreaux et de la magistrature. Lui-même a exercé brièvement la profession d'avocat avant de mettre à ses ordres 40 ans d'oratoire au service d'une carrière politique. Son talent lui a notamment permis de se tailler un succès mémorable à la conférence de la paix de San Francisco, en 1951, lorsqu'il parvint à persuader habilement M. Andreï Gromyko sur la question épineuse du Japon.

Il s'est aussi beaucoup servi des derniers mois de cet atout en dressant contre Mme Bandaranaike un habile réquisitoire pour mauvais gestion, corruption et népotisme. Sur ce dernier point, M. Jayawardene ne risque guère de perdre le filant à la critique son fils unique est établi depuis longtemps en Australie !

De son parti, traditionnellement assimilé aux classes privilégiées et au grand capital étranger, M. Jayawardene veut aujourd'hui donner l'image d'une « formation orientée vers la démocratie socialiste », par opposition à celle de Mme Bandaranaike, qui s'affirme socialiste démocratique. Mais, avant tout, il entend se représenter sur les plans « à l'ordre » et la justice dans un pays qui semble en avoir le plus grand besoin. — R.-P. F.

Bibliographie

Un futur ministre prisonnier du Vietnam

« Quatre années chez les Viets » de J.-J. Beucier

Le désastre de la R.C. 4 en 1950, dans le Tonkin du Nord, près de la frontière de Chine, toucha six mille hommes des forces françaises. Les erreurs de commandement, le plan stratégique et tactique, l'habileté et la pugnacité des chefs et des combattants du Vietnam donnèrent à ce dernier ses premiers prisonniers en nombre massif. Le corps expéditionnaire fut en effet, deux mille tués ; mille hommes parvinrent à regagner les « lignes » américaines. Trois mille prisonniers, pour la plupart blessés, dont deux mille moururent dans les camps. M. Jean-Jacques Beucier, secrétaire d'Etat à la Défense, qui donne ce bilan mal connu, était alors lieutenant de tabors marocains. Capturé près de Thai-Khé, il restera jusqu'en 1954 au camp numéro 1.

Il publie aujourd'hui de ses Quatre années chez les Viets un récit sans prétention, destiné à l'origine à des conférences, avec une élogieuse préface de M. Edgar Faure, élu comme lui de la Franche-Comté.

La vie au camp numéro 1 a déjà été contée par Jean Lartéguy dans son roman *Les Centurions*, par Jean Pouget surtout qui y fut transféré après Dien-Bien-Phu dans le *Manifeste du camp numéro 1*, et par un amoncellement de prisonniers, dans le *Prêtre et le Commissaire*. M. Jean-Jacques Beucier fut de ceux qui, devant le mariage psychologique et politique inouï, dans ses méthodes sinon dans la forme quotidienne, lié à des conditions de vie effroyables, — compriment et firent admettre qu'il fallait, pour survivre, jouer le jeu, ou plutôt en donner les apparences tout en conservant une totale intégrité intellectuelle et morale. Il le fit avec une sorte de subtilité candide comme secrétaire du comité « de paix et de rapatriement ».

M. Edgar Faure écrit de lui et de ses camarades : « Ils ont, dans des circonstances exceptionnelles,

On trouvera dans ce livre matière à rêver, à imaginer, à se passionner en découvrant cet univers fantastique dans lequel le temps est gelé, où les lois de la nature sont suspendues :

LE HASARD et L'INFINI par A. KOESTLER A. HARDY et R. HARVEY

TCHOU

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE PRIMEUR
Bretagne 35 mm vrac
0,70 à 0,90 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi, cal. 57-67
4,30 à 5,30 F le kg

PÊCHES JAUNES
4,90 à 5,90 F le kg

LAITIÈRES
0,65 à 0,85 pièce
Prix variables en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel déclare irrecevable le recours des députés socialistes contre la loi sur la coopération intercommunale

Le « Journal officiel » du 22 juillet publie trois décisions du Conseil constitutionnel. Sont déclarées conformes à la Constitution : les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale ; la loi modifiant l'article 4 de la loi du 29 juillet 1961 portant loi de finances rectificative pour 1961 (ce texte introduit la notion de paiement du fonctionnaire après service fait) et la loi relative au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République.

● **LA COOPÉRATION INTERCOMMUNALE.** — Les députés socialistes avaient déféré au Conseil constitutionnel la loi complétant les dispositions du Code des communes relatives à la coopération intercommunale, qui permet à une commune de se retirer d'une communauté urbaine, d'un syndicat intercommunal ou d'un district urbain en provoquant unilatéralement, dans certains cas, la dissolution de ces organismes. Ils invoquaient l'article 40 de la Constitution, qui interdit au Parlement de créer des charges publiques, contre ce texte, qui leur avait paru directement inspiré par le cas de la communauté urbaine de Bordeaux au sein de laquelle la municipalité de M. Chaban-Delmas est isolée des dernières élections municipales (le Monde des 4 juin et 7 juillet).

Le Conseil considère, dans son arrêt, qu'aux termes des règlements de l'Assemblée nationale et du Sénat, il ne peut être saisi de la question de savoir si une proposition ou un amendement formulé par un membre du Parlement a été adopté en méconnaissance de l'article 40 de la Constitution que si la question de la recevabilité de cette proposition ou de cet amendement a été soulevée devant le Parlement.

L'irrecevabilité financière de la loi sur la coopération intercommunale n'ayant pas été soulevée pendant les débats du Parlement, le Conseil constitutionnel estime que la demande présentée par les députés socialistes n'est pas recevable.

● **LE PAIEMENT DES FONCTIONNAIRES APRÈS SERVICE FAIT.** — La loi modifiant l'article 4 de la loi des finances rectificative pour 1961 prévoit des retenues sur le salaire de tout fonctionnaire qui a subi des obligations qui s'attachent à sa fonction, telles qu'elles sont définies dans leur nature et leur modalité par l'ordonnance de l'agent, dans le cadre des lois et règlements. Le Conseil avait été saisi par les députés socialistes et communistes, qui considéraient, d'une part, que ces dispositions

étaient contraires au droit reconnu à chaque citoyen de présenter sa défense avant de subir une sanction, et au principe de l'égalité des citoyens devant la loi et, d'autre part, au principe de la présomption d'innocence.

Le Conseil a estimé que la « retenue sur traitement », qui peut être appliquée au fonctionnaire en cas d'absence de service fait, est une mesure qui relève de la réglementation de la comptabilité publique et non de l'action disciplinaire. De cette distinction, le Conseil constitutionnel tire la conséquence que la « retenue sur traitement », qu'elle s'applique en cas de non-accomplissement des heures de service ou en cas d'insubordination des obligations de service, n'est la contrepartie normale de cette insubordination. Cette mesure ne peut, en aucune façon, revêtir le caractère d'une sanction disciplinaire, ce qui la place hors du champ d'application du principe des droits de la défense.

Toutefois, et afin de prémunir les fonctionnaires intéressés contre tout risque d'arbitraire, le Conseil précise que l'interprétation qu'il donne à la notion de retenue sur traitement s'applique sans que la constatation de l'insubordination du service implique appréciation du comportement du personnel de l'agent. Il spécifie qu'il faut que l'insubordination soit suffisamment manifeste pour pouvoir être matériellement constatée sans qu'il soit besoin de porter atteinte au respect de laquelle le fonctionnaire dispose des voies de droit normales.

● **LA LOI SUR LE VOTE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE POUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.** — Le premier ministre avait saisi le 6 juillet le Conseil constitutionnel de ce texte de loi adopté par le Parlement et tendant à modifier les dispositions en vigueur (article 5 de la loi du 20 avril 1976) relatives au vote des Français établis hors de France. Le Conseil a considéré que ce texte avait été adopté dans la forme exigée et qu'il n'est contraire à aucune disposition de la Constitution.

● **Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing** se sont rendus, jeudi soir à l'hôtel Matignon, où ils ont été reçus par le premier ministre et Mme Raymond Barre pour un dîner privé. Les enfants du président de la République et ceux du premier ministre participaient à ce dîner.

● **M. Louis Corvalan**, secrétaire général du parti communiste chilien, qui réside en Union soviétique, a été libéré pendant la dernière semaine de

septembre, du P.C.F. Son séjour en Allemagne, notamment à Landau, a été l'occasion de plusieurs rencontres politiques et de diverses manifestations populaires de solidarité. L'égard des communistes chiliens et de leur peuple, qui luttent contre la sanglante dictature de Pinochet.

● **M. Jacques Chirac** présidera mercredi 27 juillet, à Csan, une réunion du R.P.R., au cours de laquelle il prononcera un discours dont le thème central sera l'agriculture.

Mini-conférence Nord-Sud à Monaco sur la pollution de la Méditerranée

De notre envoyé spécial

Monaco. — Pas de révélation apocalyptique au congrès de Monaco, organisé par le Programme de Nations unies pour l'environnement, mais une approche rigoureuse au terme de laquelle les spécialistes des dix-sept pays riverains de la Méditerranée ont apporté à la lutte contre la pollution d'intéressantes précisions.

Première nouveauté : la Méditerranée n'est pas condamnée. Elle est malade, mais pas plus que d'autres mers, la Baltique par exemple. Il ne s'agit pas de convoquer des pleureuses autour de la défunte — excellent alibi pour ne rien faire — mais d'établir un diagnostic exact, pour agir.

Seconde innovation : les scientifiques de dix-sept pays très différents et même adversaires, tels que la Grèce et la Turquie, Israël et l'Égypte, ont laissé leurs différences au vestiaire pour sauver leur mer commune. C'est un fait historique.

Troisième innovation : on a su écarteler la notion vague de pollution des mers pour s'en prendre à la situation particulière de la Méditerranée. Il s'agit de faire des études région par région, en aidant les pays en voie de développement dans leur campagne de mesures. La rencontre de

Monaco est aussi, à sa manière, une conférence Nord-Sud.

Enfin, pratiquement, le rapport final fournira à la réflexion des gouvernements un document scientifique qui sera publié par l'Unesco et diffusé. On y mesurera la différence qui sépare une information scientifique des approximations dont s'accroissent trop aisément certains « écologistes ». Les congressistes, à cet égard, ont procédé à quelques mises au point.

Celle-ci, par exemple : tant que les pays non industrialisés ne sont pas capables de fournir des mesures satisfaisantes, rien ne permet d'affirmer qu'ils polluent moins que d'autres. En revanche, leurs prochaines usines bénéficieront des connaissances acquises ailleurs.

Ou celle-ci : les pays « producteurs » de pollution industrielle sont également ceux qui la connaissent et la maîtrisent le mieux. Exemples : Fos, qui a réduit ses nuisances à un degré inégalé.

Ou encore celle-ci, où l'on voit que le combat écologique n'est pas simple : les émissions de soufre de l'États égaient dans l'année celles de l'ensemble de l'industrie française.

JEAN RAMBAUD.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

La bataille juridico-financière s'intensifie à Nice entre les actionnaires du Palais de la Méditerranée

De notre correspondant régional

Nice. — Objet d'une « guerre des jeux » depuis plusieurs mois (« le Monde » du 29 mars), le Palais de la Méditerranée à Nice, dirigé par M. Jean Buchet, a vu son chiffre d'affaires de 33 millions de francs en 1976, à l'opposé, le 1^{er} juillet dernier, de direction. M. Jean Buchet, par ailleurs secrétaire général du casino de Menton, et qui dirige également le casino de Menton, a été élu président-directeur général, en remplacement de M. René Le Roux, dont le groupe

détient toujours 50 % des actions. L'opération, rendue possible par la défection d'un des membres de la famille Le Roux, a permis, en fait, à un groupe adverse, celui de M. Jean-Dominique Fraton, P.-D.G. du Ruhl — qui contrôle aussi le casino de Menton et celui de Sainte-Maxime — d'acquiescer le Palais, avec l'accord des autres actionnaires. Mme Le Roux ne s'avoue pas encore vaincue.

mais l'avenir de l'établissement est devenu incertain.

Une déclaration de M. Jacques Médéric, maire de Nice et secrétaire d'Etat au tourisme, selon lequel : « la municipalité envisageait le réaménagement immédiat du Palais de la Méditerranée », a relancé la polémique, le 18 juillet. M. Médéric recevra une délégation du personnel samedi 23 juillet, puis les syndicats réuniront une conférence de presse.

des autres actionnaires qui disposent d'un droit de préemption. Or, aucun accord de cession n'est intervenu. Les actions sont, théoriquement, restées dans les mêmes mains. La situation de M. Buchet doit d'ailleurs, à cet égard, être régulière. En tant que P.-D.G., il lui faut légalement détenir, comme chacun des administrateurs, au moins dix actions de garantie. La loi lui laisse un délai de trois mois. Mais Mme Le Roux déclare qu'elle fera jouer la convention pour bloquer l'opération de cession. De plus, elle se refuse toujours à vendre ses actions « surtout à M. Fraton ».

Déjà le 1^{er} juillet, devant le comité d'entreprise du Palais, M. Fraton a lancé les chiffres d'un impressionnant « trois » dans la gestion, de 15 millions de francs... Sa perspicacité d'homme d'affaires aurait-elle été prise à ce point en défaut pour qu'il se chargeât d'un aussi lourd fardeau ?

Il convient d'attendre les résultats de l'expertise financière ordonnée le 5 juillet par le tribunal de commerce de Nice. Mme Le Roux ne conteste pas qu'à la fin juin, et après un intense effort de prospection entreprise pour répondre à la concurrence du Ruhl, le casino ait été en déficit. Mais dans des proportions bien moindres que celles avancées par M. Fraton, et sans doute de façon temporaire (2).

Le cri d'alarme de la C.G.T.

Ces estimations pessimistes de M. Fraton lui ont inspiré des mesures de gestion draconiennes. Plus d'escompte de chèques, plus d'invitations extérieures, et contrôle rigoureux de l'accès de la clientèle au tapis vert. Or, sans crédit, un casino ne peut entretenir un volume de jeu important. En conséquence, le « chemin de fer » s'est éteint, il est pourtant la seule rentrée automatique d'argent pour le casino, les tables de roulette ont perdu leur animation. « Meurs prise depuis le 30 juin au soir, constate le délégué de la C.G.T. dans le procès-verbal d'une réunion du comité d'entreprise, d'accepter des chèques épuisés à l'apathie lente de l'établissement et, si cela se prolonge, à sa mort certaine ».

Le personnel des jeux a dû engager une action immédiate pour percevoir ses salaires. M. Fraton refusait de lui payer. Le nouveau comité syndical du Palais a également insisté sur l'urgence de percevoir les salaires et de percevoir les salaires.

GUY PORTE.

Un jeu de famille

Mme Le Roux, après réflexion, la décline. Lorsque les actionnaires des deux camps se retrouvent donc face à face, le 30 juin, pour réunir leur assemblée générale, la situation paraît être toujours bloquée. Une pièce pourtant va se déplacer sur l'échiquier : celle qui est incarnée par l'une des trois filles de M. Le Roux, Mme Agnès Le Roux, elle-même, en tant qu'administrateur, dix actions de garantie qu'elle a rattachées à sa mère le 28 octobre 1976. Les questions se posent si, ayant été inscrites dans ces actions, elle a également perdu le droit de vote qui y est attaché.

Au terme de longues discussions juridiques, qui occupent l'essentiel de l'Assemblée, Mme Agnès Le Roux va en effet se désolidariser du groupe Le Roux. Mme Renée Le Roux a certes formé des réserves sur la régularité de la validité de l'assemblée générale, mais elle s'est

retirée, laissant le champ libre à ses adversaires. Par 350 actions contre 340, tous les votes lui seront défavorables.

Son mandat arrivant à expiration, elle n'est pas renouvelée dans ses fonctions. M. Jean Buchet est élu vice-président (1).

M. Fraton entre en lice dans l'instant qui suit. Quelle garantie a-t-il donné au groupe Helly-Guérin pour que ceux-ci s'efforcent de lui ? Le P.-D.G. du Ruhl a refusé de nous éclairer sur l'opération qu'il a réalisée. « Nous détenons », affirme-t-il, « tout le Palais de la Méditerranée ».

Juridiquement, cette assertion ne peut cependant être acceptée. Selon une convention, qui expire le 2 mai 1982, les actions des deux sociétés ne peuvent être cédées par l'un des groupes sans l'accord

QUE CHOISIR ?

Juillet-Août 1977

POLLUTION DES PLAGES

● Les résultats publiés en partie par les pouvoirs publics datent des années 1975-1976. Ils ne rendent que, très imparfaitement, compte des réalités d'aujourd'hui.

● C'est pourquoi « Que Choisir ? » a procédé, en juin 1977, un mois seulement avant les vacances, à de nouvelles analyses sur 56 plages-tests.

● 10 % de ces plages sont très polluées ; 33 % moyennement ou médiocres, 45 % bonnes.

● Résultats complets de ces analyses dans le numéro de Juillet-Août de « Que Choisir ? » avec les solutions pour remédier à cette pollution.

5 F en kiosque

EQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

Les marcheurs écologistes reviennent en France

Incidents avec les douaniers allemands

De notre correspondant

Strasbourg. — Après un court séjour en Allemagne, notamment à Landau, siège du tribunal militaire français, et à Neupotz, site d'une future centrale nucléaire, les participants à la deuxième marche internationale non violente pour la délimitation ont repassé, jeudi 21 juillet, la frontière franco-allemande à Lauterbourg (Bas-Rhin).

Cent cinquante d'entre eux se sont présentés vers midi au poste de douane allemand. Une centaine d'autres avaient mis la nuit à profit pour traverser clandestinement la frontière.

Comme à l'aller, les douaniers allemands n'ont pas voulu laisser passer les marcheurs sans contrôle. Pendant près de trois heures, on a assisté de part et d'autre de la frontière à une vaste parade de l'émission de deux cents personnes, de farandoliers et de musiciens folk. Des participants à la marche ont brûlé collectivement leurs papiers d'identité, et des incidents se sont produits.

Dans l'après-midi, une jeune fille qui avait été interpellée était libérée par les autorités allemandes, qui procédaient à une expulsion en masse. Les mar-

cheurs avaient ainsi atteint leur but : passer la frontière sans se soumettre aux contrôles. Samedi matin 23 juillet, les marcheurs seront à Gersheim (Bas-Rhin), où les écologistes et les habitants du village bloquent depuis un mois un pont météorologique installé par l'E.D.F. sur un site possible de centrale nucléaire. Dans l'après-midi, ils se rendront à Hatten, où les villageois campent au pied d'un pylône de la ligne haute tension Pessenheim-Paris. Enfin, dans la soirée, ils devraient être à Baischwiller (Haut-Rhin), pour manifester leur opposition à la réalisation du canal à grand gabarit Rhin-Rhône. — J.-C. P.

TRANSPORTS

● **M. Paul Fabre** président du Port de Marseille. — M. Paul Fabre a été nommé président du Port autonome de Marseille, ce vendredi 22 juillet, en remplacement de M. Pierre Terrin. M. Fabre est directeur de l'entreprise marseillaise de manutention Forcat-Reinier.

D'autres sentiers dans les Alpes

VANOISE : studieuses randonnées

MERCANTOUR: près du ciel...

Syndicalistes, Mutualistes, Coopérateurs, Elus de collectivités locales, qui vous posez des problèmes dans le domaine des loistrs, renseignez-vous auprès du CECOREL, 38, av. Roche 75003 PARIS - Tél. 769-51-30.

chez votre agent de voyages

Tourisme

QUAND GULLIVER REFAIT PARIS

M. JAN JUNCA, ancien maquetteur de théâtre, a résolu le problème des loisirs que lui laisse une retraite bien gagnée. Il a transformé son petit appartement de Passy en... chantier de construction, puisque c'est là qu'il reconstruit patiemment et sans omettre aucun détail un petit territoire dont il est le Gulliver. Il y exécute des modèles réduits de vieilles rues du centre de Paris qu'évoquent ces vues panoramiques des Boulevards et des bords de Seine qu'on déplaçait à l'infini, et dont la vogue atteignit son apogée sous le règne du Roi-Citoyen.

Les organisateurs du Festival du Marais ont eu la bonne idée de demander à M. Junca d'exposer quelques-unes de ses maquettes au siège de leur association (1). C'est ainsi qu'on peut voir, minutieusement reproduites, sur une longueur de 2,25 m et sur une hauteur de 0,38 m et sur une hauteur de 0,38 m, les maisons du côté impair de la rue Saint-Denis, qui présentent dans leurs moindres détails une exacte reconstitution de cette ancienne et célèbre voie, avec ses vieilles boutiques, ses lucarnes, ses ferronneries et ses pignons. Rien n'a été oublié, pas même les enseignes, guère plus grandes que l'ongle d'un pouce ! Enfin, si le panorama (illustration duquel des Orfèvres exposé dans la vitrine de la maison du Festival demeure la réplique toujours fidèle d'un des sites les plus nobles de Paris, ce n'est pas sans mélancolie qu'on verra les maquettes de rues dont les maisons centennales ont disparu pour faire place au nouveau quartier des Halles. C'est bien là ce qui rend si précieux le travail de M. Junca, travail qui apparaît comme une contribution à l'histoire de la capitale.

(1) 68, rue François-Miron ; tous les jours de 10 h. à 20 h. Sauf le dimanche. Jusqu'au 31 juillet.

CES PLAGES OU L'ON PREND DES RISQUES (suite)

Après l'article intitulé « Ces plages où l'on prend des risques » (le Monde du tourisme du 16 juillet), M. Jean-Claude Médard, maire de Trouville (Calvados), nous écrit :

C'est avec une surprise indignée que j'ai pris connaissance de l'article. Je suis indigné, car ce que vous publiez est faux et dénué de tout fondement. Vous prétendez que treize plages ont été interdites par les municipalités, parmi lesquelles figureraient celles de Trouville. Or, jamais la plage de Trouville n'a été interdite à la baignade pour cause de pollution, et prétendre que cela a été décidé par la municipalité est totalement faux.

Vous soulignez par ailleurs, et cela ne manque pas de sel, que c'est une question d'honnêteté de faire connaître au grand public l'état de pollution des plages. Cela est vrai et je peux vous affirmer qu'en ce qui me concerne, si j'avais la moindre preuve d'une pollution, je ferais immédiatement interdire la baignade. Nos eaux sont analysées officiellement et les résultats, publiés, sont très inférieurs aux

normes retenues dans le cadre des normes-guides du ministère de la Santé.

Je le proclame, la plage de Trouville n'est pas polluée, et un séjour sur notre côte a toujours été considéré comme bénéfique pour la santé.

M. Guy Pressensac, maire de La Bernerie-en-Retz (Loire-Atlantique) précise :

Ma commune figure sur la carte comme une « plage de mauvaise qualité ». Le rôle essentiel d'un grand journal est de donner des informations, des nouvelles, aussi récentes que possible. Or, si la Bernerie a été dans le passé une plage où, en certains points, l'eau de mer présentait des traces de pollution, la situation a changé en 1976 avec la mise en service d'une station d'épuration.

Toutes les analyses d'eau effectuées cette année révèlent au contraire de l'eau de mer de bonne qualité aussi qu'en fait foi la dernière analyse. Je fais donc appel à votre sens de l'objectivité pour porter à la connaissance de vos lecteurs la situation présente de ma commune, qui n'est plus polluée et offre par ailleurs l'immense avantage d'être une plage

très sûre puisque depuis plusieurs années d'années aucune noyade accidentelle ne s'y est produite.

Enfin, M. Henri Tilly, maire de Saint-Pierre-Quiberon (Morbihan) affirme :

J'ai été très surpris de voir dans le Monde les « points noirs » représentant les plages polluées, dont l'un représente Saint-Pierre-Quiberon. Je tiens à vous signaler que cette commune possède un très grand nombre de plages tant du côté baie de Quiberon que du côté Atlantique, ce dernier appelé « côte sauvage ».

Il y a eu une petite pollution l'année dernière, et il est vraisemblable que les travaux d'assainissement n'étant pas terminés, qu'en août cette année elle se reproduira. Elle s'étale sur une bande de 80 mètres de largeur sur la plage dite de « Keradec », en bordure de la partie de cette plage située près du Port d'Orange. L'année dernière, cette infime bande était limitée par deux panneaux d'interdiction de baignade. Cette année, en plus de ces panneaux, nous y avons aménagé un canal d'accès pour

embarcations afin de ne pas gêner les baigneurs de chaque côté de cette zone dite « polluée ». Je n'aimerais pas que ma commune soit mise à l'index par un « petit point noir » porté sur la carte, et que ce point représente Saint-Pierre-Quiberon. En réalité, et ce petit point représente la zone polluée, il ne se trouve même pas sur la carte de la commune tellement elle est minime !

[Comme nous l'indiquons dans l'article incriminé, le « brouillon de santé » des plages françaises qui y était publié a été établi selon les renseignements émanant des préfets.]

Pour ce qui concerne Trouville, nous avons, il est vrai, voulu préciser que seule une partie de la plage (celle se situant à proximité de l'embarcadere de la Touque) avait été classée « D » (eau de mauvaise qualité), le reste de l'étendue n'étant pas atteint par la pollution. Notre correspondant de Caen nous précise que cette zone, déjà interdite à la baignade depuis plusieurs années pour des raisons non de pollution mais de sécurité, le restait, la mauvaise qualité de l'eau n'étant pas un danger que présentent des courants.]

Caravanes

SUPPRESSION DU PERMIS « E »

Les caravaniers voulant tracter une remorque de plus de 750 kilos devaient jusqu'à présent être titulaires du permis de conduire de la catégorie E. Ainsi, assimilés aux chauffeurs de poids lourds et de transports en commun, ils devaient passer un examen médical. Le 21 mai dernier, le ministère de l'Équipement, direction des routes et de la circulation routière, appliquant la Convention de Vienne relative aux règles de sécurité routière, a supprimé cette obligation, sous deux conditions :

1) le poids total autorisé en charge (PTAC) de la caravane ne doit pas dépasser le poids à vide de la voiture tractrice ; 2) le poids total de l'attelage (voiture + caravane) doit être inférieur à 3,5 tonnes.

Cette décision ne sera malheureusement publiée au Journal officiel que dans le courant de l'été, laissant subsister d'ici là un malentendu entre des caravaniers de bonne foi et une administration pointilleuse : les visites médicales se poursuivront, et des contraventions sont toujours dressées. Cependant, ces dernières seront sans objet dès parution du texte au Journal officiel, cette mesure devenant alors rétroactive, à compter du 21 mai 1977. — M.G.

VALMONT
clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823-GLION-S.-MONTREUX (Suisse)
à 1 h. de Genève - Tél. 1941/21/613802 (8 lignes) - Tél. 25277
800 m. d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux.
Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie, rhumatologie, kinésithérapie, électrothérapie, hydrothérapie, électrocardiographie, Rayons X - Examens de laboratoire. - Brochure et tarifs sur demande.

TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE
DANS L'AMBANCE D'UN HOTEL DE PREMIER ORDRE

Hippisme

Une écurie impériale

ALLONS, si le Prix Davout qu'on nous propose un certain prestige - n'a rien, dimanche passé, à Saint-Cloud, que trois compétiteurs et si l'autre, un seul s'est présenté à La Capelle, au départ du Prix des Troènes, voici du renfort : la Société d'encouragement vient d'enregistrer les couleurs de M. Raymond Poullidor, de Mme Mireille Daro et de M. B. Bonnaud.

Les représentants de l'empereur de Centrafrique - qui seront, croit-on, entraînés par Bernard Sécy - porteront une casaque verte à croix de Lorraine jaune. « En témoignage de fidélité au général de Gaulle », a expliqué le nouveau propriétaire. Stimulés, celui-ci, ou du moins ses aides de camp, se lancent dans une autre aventure hippique : la constitution de l'équipe qui sera appelée à l'honneur de défiler dans les rues de Bangui le jour du couronnement, le 4 décembre prochain. Bokassa 1^{er} a décidé qu'il s'agit d'une cérémonie dans la tradition des vieilles cours européennes, avec carrosse tiré par huit chevaux gris et encadré par vingt-deux aliczans.

Mireille Daro et Alain Delon sont quelque peu tumultueux. Voilà cinq ans, Alain Delon avait commencé à constituer une écurie de galop, confiée à François Mathet. Il avait acheté (cher) plusieurs yearlings aux ventes de Deauville. Mais, ces achats étant effectués, la Société d'encouragement fit des difficultés pour lui attribuer des couleurs.

Il refusa séchement cette porte qui ne s'entreouvrait qu'à regret et alla frapper à celle du trot. Là, on l'accueillit à bras ouverts. Il continua, avec l'entraîneur Pierre-Désiré Allaire, une association que FAKIE DU VIVIER, ÉQUILIBRE, et dans une moindre mesure, GRANDVAL, hissaient au pavois de Vincennes. Mais il semble que quelques craquements se soient produits dans l'association : FAKIE DU VIVIER en a été exclu. Cause ou conséquence, Alain Delon et Mireille Daro tournent à nouveau les yeux vers la première porte. Cette fois, c'est Mireille Daro qui a sonné. On a ouvert, semble-t-il, sans réticence.

L'entraîneur qui a tenu la poignée de la porte est Mlle Bartholomé.

Celui qui aura en charge le « Poupon » du turf, est Jean-Pierre Peruchot. Couleurs : jaune et jaune, celles sous lesquelles s'est illustré le vrai « Poupon » durant presque toute sa carrière.

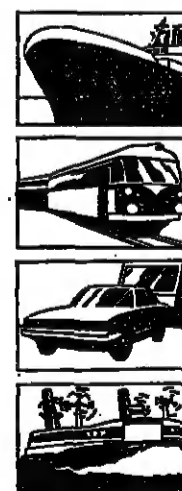
Mais ce n'est pas seulement par l'entremise de Poullidor que courses et cynisme font alliance. La semaine passée, la Société des courses d'Amiens avait organisé un match singulier sur 1.000 m entre le champion Péggy Mestres et FAKIE DU VIVIER. C'est le cheval qui a gagné, de 5 m, en 1 m. 12 s. 20, temps constituant un record de France (malheureusement non homologué).

Quelques puristes se sont indignés : « Du cirque », ont-ils dit. C'est vrai. Mais dire qu'ils n'aiment plus à élever des chevaux tirant plus vite la machine ou plus fort la charrue, ou faisant mieux la guerre, toutes les courses ne sont que du cirque.

LOUIS D'...

TRAVERSEZ LA MANCHE
"A LA CARTE"...

CAR FERRIES
Sealink
AÉROGLISSEURS
Seaspeed



Pour la Grande-Bretagne, avec Sealink et Seaspeed, vous avez le plus grand choix.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car ferry (la détente) ou l'aéroglisser (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires, toute l'année de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et dès avril, de Cherbourg à Weymouth.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train ou encore votre voiture et les trains autos-couchettes (Motorail en Angleterre).
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billet Paris-Londres, train + bateau, train + aéroglisser.

Pour traverser la Manche "à la carte" demandez la brochure 77 dans les gares et les agences de voyages.

Pour recevoir la brochure Sealink-Seaspeed envoyez ce coupon à Air Transport, 4, rue de Surène - 75008 Paris.

nom _____

adresse _____

SNCF

Les « Poupon » du turf

Mais il n'est pas facile, en 1977, de trouver un homme capable de fabriquer un carrosse impérial, ni même de réunir huit chevaux de même robe et de même modèle, connaissant encore la servitude des traits, et ayant assez d'espèce pour donner à une image impériale le cachet de noblesse qui sied. On a pourtant fini par découvrir l'homme et les chevaux dans la région de Livron, où officie Alfred Lefèvre, empereur, quant à lui, des marchands de chevaux, et qui connaît à peu près tous ceux qui pâtureront entre Dieppe et Cherbourg. Une escouade d'une vingtaine de Centrafri-cains - qui seront les cochers, palefreniers et valets de pied de l'équipe impériale - a débarrasé au haras de Saint-Martin-du-Chêne, où ont lieu les séances d'entraînement et les premières répétitions. Il paraît que les cochers n'ont pas encore acquis toute la sûreté souhaitable et qu'il reste à parapher d'un rien d'élégance le geste des valets de pied prenant place à l'arrière du carrosse (pour les répétitions : une simple carriole de ferme) quand celui-ci s'ébranle. Mais il y a encore une marge de quatre mois. Les carrières de propriétaires de

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

- Mer**
- 34900 CAP D'AGDE**
- Séjour LE SABLONNET - N.N. en bord de mer. Deux piscines privées (eau douce chauffée, eau de mer). Animation, vols, promenade en péniche sur le canal du Midi. 34900 LE CAP D'AGDE. Tél. 04-64-17-84-14-28.
- IRLANDE DU SUD**
- Offre spéciale en août et septembre : 500 P par pers. pers. compl. par sem. DARS CRATON-BOTEL (24 chambres). Sur côte sauvage, Atlantique. Situé dans la forêt, au bord d'une rivière à saumon. Chevaux, bateaux, pêche, golf. Propriétaire française. Contact : Isabelle DORAN, Belfast (Irlande). BALLINA CO MAYO. EIRE. Tél. : BALLINA 571.
- Montagne**
- 04400 LE SAUZE**
- Séjour LE DABU - N.N. Air. 1400 m. Piscine chauffée. Sauna. Tennis privé. 04400 LE SAUZE. Tél. (03) 81-05-28.
- Paris**
- INVALIDES**
- HOTEL DE LONDRES - N.N. 1, rue Augereau (Champ-de-Mars, près Terminal Invalides). Compl. refait aux Crowne Plaza. London. 571-23-24. w.-c., calme et tranquillité. 705-35-40.
- Allemagne**
- FRANKFURT**
- PARKHOTEL 1^{er} classe, centre, près gare centrale. 6 Wiesenthalstrasse 39. P. 1248/511/230571. Tél. 04-1248.
- Suisse**
- ARONA (Gronne)**
- HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Piscine couverte. Une semaine fort de tennis des 75-250. - Tél. 7023.
- Angleterre**
- KENSINGTON LONDON**
- Une situation exceptionnelle près de métro South Kensington. F. 77 brèves, tasse locale. CROWNE PLAZA. 233 Dir. 2. 2300 - 01-582-2323.

La campagne anglaise à 5 heures de Paris

• 40 minutes de traversée, Calais-Ramsgate, sur coussin d'air • Jusqu'à 27 départs par jour (en haute saison) • Prix de la traversée pour une voiture à partir de 215 F (Mini) • Passagers : traversée gratuite jusqu'à 5 personnes par voiture

Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais. Tél. Paris 723.73.05 - Calais 34.67.10 - Bruxelles 219.02.25 ou directement 24, rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

HOVERLLOYD

à 100 km/h vers l'Angleterre des bonnes affaires.



Jeux

bridge

ELIMINATION A

Diagram illustrating a bridge game strategy, showing card distributions and player positions.

Diagram illustrating a bridge game strategy, showing card distributions and player positions.

Diagram illustrating a bridge game strategy, showing card distributions and player positions.

échecs

JEU CLASSIQUE

Diagram illustrating a chess game strategy, showing piece positions and potential moves.

Diagram illustrating a chess game strategy, showing piece positions and potential moves.

Diagram illustrating a chess game strategy, showing piece positions and potential moves.

Handwritten text in Arabic script.

JUSTICE

L'ENLÈVEMENT DE M. REVELLI-BEAUMONT

La chambre d'accusation se prononce sur la demande de mise en liberté de M. Hector Aristy

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris doit examiner, ce vendredi après-midi 22 juillet, la demande de mise en liberté de M. Hector Aristy, inculpé le 16 juin d'arrestation illégale de M. Luchino Revelli-Beaumont. Le parquet avait fait appel de l'ordonnance accordant la liberté sous contrôle judiciaire à l'ami du directeur général de Fiat-France, singé le 8 juillet par M. Francesco Franceschi, premier juge d'instruction.

M. Aristy, garde des sceaux, a donné l'ordre à la police de ne pas instaurer d'inculpation à l'encontre de M. Albert Chambon. Mais, quelles chances reste-t-il à la brigade criminelle de retrouver les ravisseurs de M. Luchino Revelli-Beaumont ? Les enquêteurs ignorent, du moins officiellement, quel endroit précis de la région parisienne a été le lieu de la prisonnière pendant presque trois mois le directeur général de Fiat-France.

Il n'est pas évident, semble-t-il, d'identifier plusieurs reprises l'ambassadeur. Il s'agit également au point de vue politique, car il n'est pas évident que les renseignements soient fiables. Les enquêteurs ont ouvert des comptes dans des banques suisses en présentant des pièces d'identité au nom de MM. Fernando Vega-Lopez, un nationalité costaricaine, et Antonio Vega-Alonso, ressortissant espagnol.

Plus de dix jours après la libération de M. Revelli-Beaumont, M. Chambon ne peut fournir des indications sur le déroulement des négociations et les personnes qui ont été mêlées. Reste maintenant à vérifier si les informations recueillies sont fiables et si les personnes impliquées sont les mêmes.

Il faut reconnaître que la tâche de la police n'a pas été facilitée. Tout d'abord, la famille Revelli-Beaumont a fait cavalier seul dans le déroulement des négociations, refusant que l'opération soit menée par le ministère de l'Intérieur au verbatim de la libération de M. Revelli-Beaumont. Ensuite, les indications ont été données par des personnes qui ne sont pas des policiers. La première fois, lorsque les policiers avaient réussi à déterminer approximativement l'endroit d'où

D'autre part, M. Revelli-Beaumont a adressé d'Autriche, où il se trouve, une déclaration à l'Agence France-Presse, après l'inculpation de M. Albert Chambon. Dans ce texte, M. Revelli-Beaumont déclare qu'il « tient à exprimer sa reconnaissance à son ami M. Luchino Revelli-Beaumont qui a réaffirmé son amitié et ses sentiments de reconnaissance pour la haute valeur humaine de son intervention et sa fraternelle solidarité ».

Comment expliquer que M. Revelli-Beaumont ait été libéré ? Pourquoi l'a-t-il libéré ? L'intérêt, qui est une question actuelle, est en Autriche, peut-être, car il y avait eu une tentative de libération. Un montant annuel de 250 000 dollars avait été passé à l'ATCO, la société d'import-export de la région parisienne, et les principaux responsables, et les dirigeants de l'organisation générale (SOG), filiale de Fiat-France.

Le « marpione »
Rarement dans un affaire d'enlèvement, on n'avait vu de telles contradictions et incohérences. La famille Revelli-Beaumont, qui a été démentie, a mis en cause le dénouement, le mutisme du principal intéressé, n'ont pas plus contribué à clarifier les choses. On demande pourquoi M. Revelli-Beaumont a libéré la lettre les instructions des ravisseurs : pourquoi il n'a pas téléphoné à son épouse au moment de la libération ; pourquoi les indications qu'il a données aux policiers n'ont pas permis à ceux-ci de faire pratiquement aucune enquête. Pourquoi, enfin, n'a-t-il pas déclaré que son ami Aristy était étranger à son enlèvement, alors qu'il a déclaré au juge d'instruction qu'il était persuadé de son innocence et qu'il n'avait rien fait de mal.

Et cela après l'avoir, aux yeux de la police, accusé de l'enlèvement de « marpione » (terme de l'argot italien qui désigne un voleur) et d'être un individu qui a été libéré à la limite de la régularité. M. Revelli-Beaumont a été libéré le 16 juin, mais la famille Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal.

Le ministre de l'Intérieur, M. Dominique Viel, a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal.

QUI A CONÇU «ADELAÏDE» ?

Le compositeur Marius Casadesu, âgé de quatre-vingt-quatre ans, a demandé en référé, jeudi 21 juillet, la saisie pour contrefaçon d'un disque enregistré par le dernier de Yehudi Menuhin, édité par la société Pathé-Marconi. Le concerto intitulé «Adelaïde» de Mozart, il invoque l'absence de la mention «orchestration et harmonisation de Marius Casadesu», alors qu'en 1931, il a déposé ce concerto à la SACEM et qu'il a été enregistré par l'orchestre de Yehudi Menuhin.

Sur ce point, la société Marconi, représentée par M. Sylvain Oregno, répond qu'il y a eu oubli involontaire, répété sur disque, et que de toute façon le nom de Marius Casadesu figure dans le commentaire écrit joint au disque.

Mais Marius Casadesu demande aussi que soit reconnue la paternité de l'œuvre. M. Oregno, avocat de M. Gilles Bouyer, explique qu'il n'a pas de photos de téléobjectif, ni de photos de presse, et que, l'ayant pris anonymement à la criée, il ne peut pas le reconnaître. C'est M. Oregno, Casadesu a dit, explique-t-il, admettre l'œuvre de son père, l'œuvre d'entrée en catalogue Kiechel.

Le juge a dit qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal. M. Revelli-Beaumont a déclaré qu'il n'avait rien fait de mal.

Dans la presse parisienne

L'Aurore : un affaiblissement de crédibilité.

Libération : l'honneur des policiers.

En agissant ainsi M. Chambon peut se dissimuler qu'il affaiblit la crédibilité d'un pouvoir légal dont, durant 11 années, il a été notre représentant à l'étranger. (JEAN LABORDÈRE.)

PROBLEME N° 1821

HORIZONTALEMENT

I. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle ait parfois envie de faire l'éclat ; elle pensionne les familles. — II. Préfixe ; La fraise des bois. — III. Attire quand elle est en train de se faire. — IV. Il y a une douce chaleur (pluriel). — V. Râpées ; D'un auxiliaire. — VI. Posséder ; Posséder. — VII. Posséder ; Posséder. — VIII. Posséder ; Posséder. — IX. Posséder ; Posséder. — X. Posséder ; Posséder. — XI. Posséder ; Posséder. — XII. Posséder ; Posséder. — XIII. Posséder ; Posséder. — XIV. Posséder ; Posséder. — XV. Posséder ; Posséder.

VERTICALEMENT
1. Invités à dîner à table ; Manteau des dévotionnaires ; 2. Rendement moins nu ; 3. Sans réplique ; Temps ; 4. Article ; Ne trouvent donc rien à dire ; Sont contre les débor-

MOTS CROISÉS

dements. — 4. Bons coureurs ; Constructeur. — 5. Terme musical ; Moyen de mesure. — 6. Démonstratif. — 7. Amant parfait ; Scella d'anciennes unions ; Ne s'entend plus guère dans une épique. — 8. A mépriser ; Homicide, pour le poète ; Prénom. — 9. D'où on a repris connaissance ; Division du total d'une addition ; Témoin des maux sacrifiés. — 10. Finissent dans la mer ; Temps ; Tout a fait calme ; Au début d'une épitaphe. — 11. Joueur ; Prénom. — 12. N'est pas visible à l'œil nu ; Proverbe. — 13. Génies ; Déesse ; Réduire le volume. — 14. Roula plus d'un lord ; S'attaquent parfois aux rochers. — 15. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 16. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 17. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 18. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 19. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 20. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 21. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 22. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 23. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 24. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 25. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 26. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 27. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 28. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 29. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 30. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 31. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 32. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 33. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 34. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 35. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 36. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 37. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 38. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 39. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 40. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 41. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 42. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 43. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 44. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 45. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 46. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 47. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 48. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 49. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 50. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 51. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 52. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 53. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 54. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 55. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 56. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 57. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 58. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 59. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 60. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 61. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 62. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 63. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 64. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 65. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 66. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 67. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 68. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 69. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 70. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 71. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 72. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 73. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 74. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 75. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 76. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 77. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 78. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 79. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 80. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 81. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 82. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 83. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 84. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 85. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 86. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 87. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 88. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 89. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 90. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 91. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 92. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 93. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 94. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 95. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 96. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 97. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 98. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 99. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 100. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 101. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 102. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 103. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 104. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 105. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 106. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 107. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 108. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 109. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 110. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 111. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 112. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 113. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 114. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 115. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 116. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 117. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 118. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 119. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 120. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 121. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 122. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 123. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 124. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 125. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 126. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 127. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 128. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 129. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 130. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 131. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 132. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 133. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 134. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 135. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 136. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 137. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 138. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 139. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 140. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 141. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 142. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 143. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 144. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 145. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 146. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 147. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 148. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 149. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 150. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 151. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 152. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 153. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 154. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 155. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 156. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 157. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 158. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 159. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 160. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 161. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 162. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 163. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 164. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 165. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 166. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 167. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 168. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 169. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 170. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 171. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 172. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 173. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 174. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 175. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 176. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 177. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 178. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 179. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 180. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 181. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 182. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 183. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 184. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 185. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 186. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 187. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 188. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 189. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 190. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 191. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 192. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 193. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 194. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 195. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 196. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 197. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 198. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 199. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 200. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 201. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 202. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 203. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 204. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 205. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 206. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 207. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 208. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 209. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 210. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 211. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 212. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 213. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 214. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 215. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 216. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 217. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 218. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 219. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 220. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 221. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 222. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 223. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 224. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 225. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 226. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 227. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 228. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 229. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 230. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 231. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 232. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 233. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 234. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 235. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 236. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 237. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 238. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 239. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 240. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 241. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 242. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 243. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 244. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 245. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 246. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 247. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 248. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 249. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 250. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 251. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 252. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 253. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 254. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 255. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 256. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 257. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 258. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 259. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 260. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 261. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 262. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 263. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 264. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 265. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 266. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 267. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 268. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 269. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 270. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 271. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 272. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 273. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 274. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 275. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 276. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 277. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 278. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 279. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 280. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 281. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 282. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 283. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 284. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 285. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 286. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 287. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 288. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 289. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 290. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 291. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 292. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 293. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 294. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 295. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 296. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 297. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 298. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 299. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 300. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 301. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 302. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 303. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 304. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 305. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 306. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 307. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 308. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 309. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 310. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 311. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 312. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 313. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 314. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 315. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 316. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 317. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 318. Ennemi à certaines l'envie de prendre la paille ; Provoquent des éblouissements. — 319. Ennemi à certaines l'envie

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS SIX SEMAINES DE GRÈVE A ÉVIAN

« Les Savoyards sont têtus »

Le conflit qui oppose les employés C.G.T. et C.F.D.T. à la direction de la Société anonyme des eaux minérales d'Evian (S.A.E.M.E.) est dans l'impasse. Après six semaines de grève totale (le Monde du 11 juin) et cinq semaines de grève partielle, aucune solution n'est en vue, même si une réunion de conciliation, présidée par M. Besset, directeur régional du travail et de la main-d'œuvre, doit se tenir ce vendredi 22 juillet à la cité administrative d'Annecy, dans l'espoir de dégager un compromis. La remise en cause de la réchelle mobile des salaires par la S.A.E.M.E., en application du plan Barre, est le motif de ce conflit.

Evian. — Il fut une époque, dans les années 50, où les ouvriers de la Cachat (S.A.E.M.E.) faisaient régulièrement la grève au mois de juillet. Ils se « retraient » alors chez eux, à Châtel, Abondance, Thonon, Bellevaux, Saint-Paul — communes rurales du Haut-Chablais — une, deux, voire trois semaines. Où ? Sur leurs terres. Qui dans sa ferme, qui dans sa vigna, qui dans ses champs. Ces Savoyards, ouvriers à l'usine de la Cachat, étaient, à leurs heures perdues, des paysans. Le temps d'une belle saison, ils faisaient la « grève des foins ».

Les choses, aujourd'hui, ont changé. A la Cachat, les ouvriers ne sont plus légion. Beaucoup d'employés vivent dans les villes au bord du lac Léman. Pourtant, la tradition demeure. Tout d'abord, celle de la « grève des foins » : 300 ouvriers sur 1200 sont actuellement « dans la nature ». Ensuite, la combativité syndicale.

Dans une région restée traditionnelle, l'usine de la Cachat fait figure de fer de lance des luttes contre le patronat. 1958, 1960, 1963, 1968, 1971... On égrené avec fierté les grandes dates d'un long combat toujours repris. M. Gérard Vedin, secrétaire syndical C.G.T., explique : « Nous sommes une deuxième régie Renault. Derrière nous, il y a un très fort tissu de syndicalisme, une très forte puissance d'action. On n'a pas quarante mille ouvriers, c'est vrai. Mais on a un nom : Evian. Ce qui se passe ici, on sait bien que ça sera connu partout. »

Deux délégués de la C.F.D.T., MM. Joseph Trincat et Roland Volsin, déclarent : « Les Savoyards sont têtus. Une fois qu'ils font la grève, ils la font. La direction a beau vouloir nous faire capituler, nous casser, on ne reprendra pas le travail sans rien avoir obtenu. »

La direction de la S.A.E.M.E. met, quant à elle, les salaires du personnel en avant : « Il n'y a pas eu de hausse de 3 000 F. Plus de 90 % d'entre eux sont supérieurs à 3 400 F et plus de 50 % supérieurs à 4 000 F. » La section P.O. — crée il y a tout juste quinze jours — opine et appelle à la reprise du travail. M. Eric Frachon, administrateur-directeur général de la S.A.E.M.E., explique : « Les grévistes veulent qu'il y ait une hausse de 10 % en 1978. La direction a beau vouloir nous faire capituler, nous casser, on ne reprendra pas le travail sans rien avoir obtenu. »

Dans la région, on ne comprend pas très bien pourquoi des ouvriers, payés 20 à 25 % de plus que ceux d'autres usines, font la grève. La popularité de la lutte s'en ressent. Lors de la grande grève de 1971 sur les

De notre envoyé spécial

conditions de travail et d'emploi (le Monde des 5 et 6 septembre 1971), la municipalité d'Evian (centriste) avait débouqué 30 000 F en faveur des ouvriers. Son appui était sans réserve. Il n'en va pas tout à fait de même aujourd'hui. Le maire, M. Henri Bust (sans

étiquette) se déclare certes « de cœur » avec les grévistes, mais s'inquiète surtout d'une situation « gèle ». Une situation qui a tourné à l'épreuve de force et dont on ne sait aujourd'hui si elle va mener au « pourrissement » ou à une honorable et hypothétique « porte de sortie ».

LAURENT GRELSAMER.

COMMERCE INTERNATIONAL LES NÉGOCIATIONS SUR LES MULTIFIBRES

L'espoir de parvenir à un accord n'est pas totalement abandonné

Bruxelles (Communautés européennes). — Les négociations entre pays importateurs et pays exportateurs de produits textiles pour le renouvellement de l'accord multifibre (A.M.F.) se poursuivent à Genève.

Une réunion du comité des textiles du GATT était envisagée pour ce vendredi après-midi 22 juillet.

Certains pays exportateurs du « tiers-monde » — le Brésil, l'Égypte, le Pakistan, l'Inde — considèrent que le projet de déclaration mis au point conjointement par la C.E.E. les États-Unis et le Japon (le Monde du 17-18 juillet) n'est pas acceptable parce qu'il ouvre la possibilité à la Communauté pour plusieurs produits importants de stabiliser les importations au niveau de 1976, contrairement aux dispositions normales de l'accord.

Devant cette situation, M. Tran Van Thinh, le représentant spécial de la Commission européenne pour les négociations textiles, qui est le porte-parole des Neuf, a diffusé, le 20 juillet, un commu-

De notre correspondant

nié au ton pessimiste : « Un noyau dur de pays exportateurs, manifestant de sérieuses préoccupations, à la suite notamment des récentes mesures de sauvegarde prises dans ce secteur, s'est montré extrêmement réservé et ne souhaitait pas accéder à la Communauté les facilités nécessaires lui permettant de s'écarter temporairement de certaines dispositions formelles de l'accord. Dans ces conditions, les efforts inlassables et considérables de M. Olivier Long, le directeur général du GATT, ne permettent pas, à l'heure actuelle, d'envisager une issue positive des négociations entreprises dans le cadre du comité des textiles, sauf retournement important toujours à espérer. »

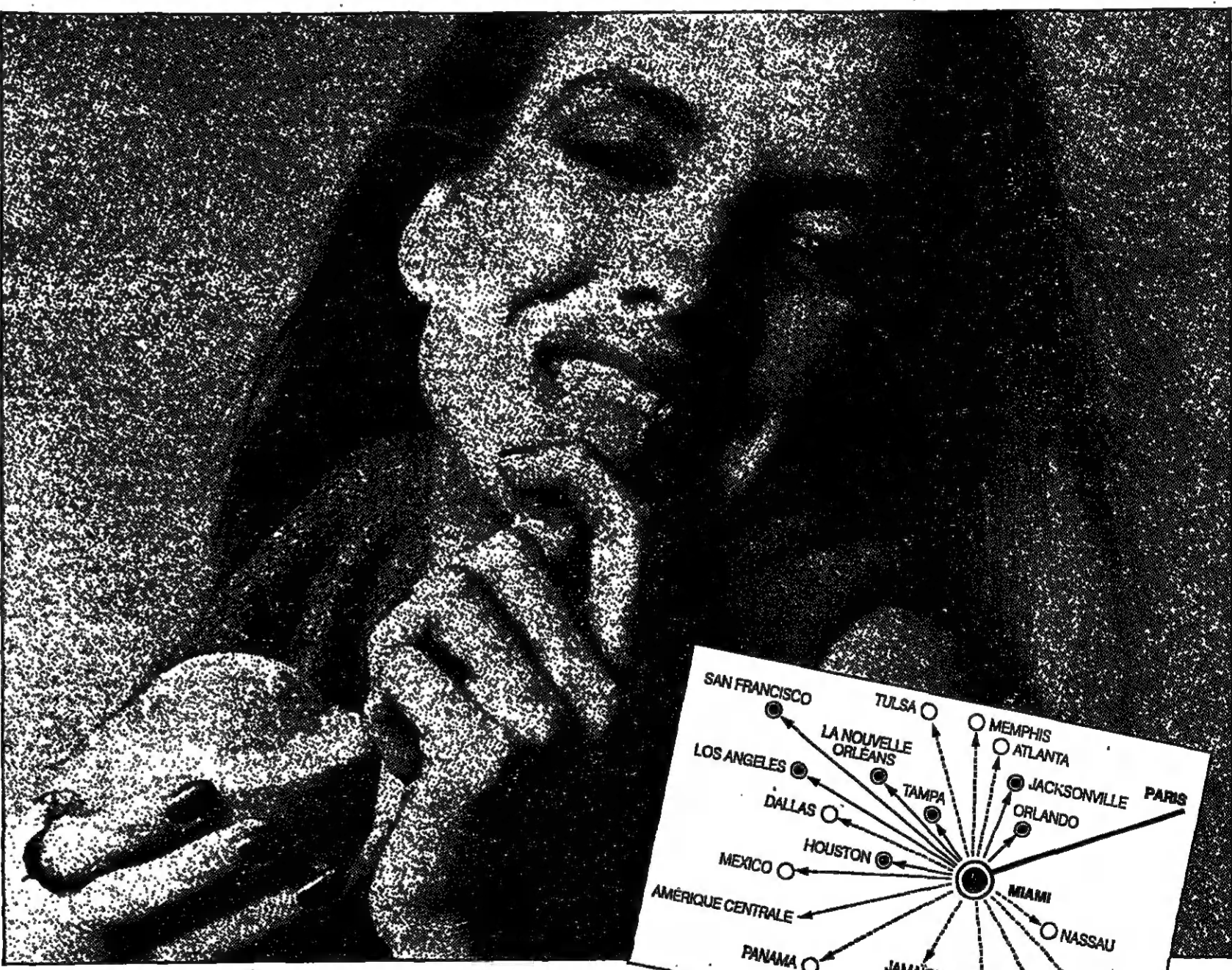
Le lendemain, on notait un regain d'optimisme : « Je crois encore dans le comportement responsable de chacun des participants », nous déclarait M. Tran Van Thinh au téléphone.

A quoi attribuer ce changement d'ambiance ? Apparemment, à la détermination réaffirmée des États-Unis, du Japon et de la C.E.E. de ne rien négliger pour forcer l'accord. C'est pour attendre cet objectif que les trois ont réaménagé leur projet de déclaration. Le texte remanié indique qu'« une convergence de vues suffisante a été atteinte (...) qui devait être confirmée par la signature, à fin décembre, d'un protocole pour le renouvellement de l'A.M.F. (...) ».

On ne parle donc plus de « consensus » mais de « convergence suffisante ». Cette formulation offre une porte de sortie honorable aux pays les plus récalcitrants qui, s'ils souscrivent à ce texte, seront moins nettement engagés : ils pourront encore plus facilement faire marche arrière d'ici à la fin de l'année s'ils estiment que la tournure des négociations sur les accords bilatéraux n'évoque pas de façon satisfaisante.

PHILIPPE LEMAITRE.

A Miami, National Airlines vous emmène au-delà de la porte ensoleillée des U.S.A.



Découvrir toutes ces villes.

Pour la première fois avec National Airlines, vous volez sans escale de Paris à Miami. Sans escale vers le soleil, les plages et le charme de la Floride, vers tout ce qu'il faut pour se mettre en forme avant de continuer son voyage aux U.S.A.

A Miami suivez National Airlines au-delà de la porte ensoleillée des U.S.A. National Airlines a de nombreux vols pour les principales villes du Sud et du Sud-Ouest des U.S.A. (par exemple Houston et la Nouvelle-Orléans) et pour la Californie : vous ne changez pas de compagnie, vos bagages non plus. Sans oublier les excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et celle du Sud.

Où que vous alliez, National Airlines a un vol pour vous au départ d'Orly-Sud le lundi, jeudi, vendredi et samedi à 12 h 50. Vous arrivez à Miami à 15 h 52. Et bien sûr projection en vol de films en français et en anglais (pour les écouteurs 12,50 F).

Faites dès aujourd'hui un premier pas vers la porte ensoleillée des U.S.A. en réservant vos places dans les agences de voyages ou en téléphonant à National Airlines au 225.64.75, 256.25.77 ou 563.17.66.

National Airlines
vous ouvre la porte ensoleillée des U.S.A.

TED BATES

FAITS ET CHIFFRES

SOINS CAPILLAIRES

Tapis d'Orient
Galerie Lafayette

10% d'escompte
pour tout achat
d'un tapis d'Orient

● Au Crédit Lyonnais, la grève des centres informatiques de Linné-Brevannes (Val-de-Marne) et de la rue Grétry à Paris (2^e) se serait étendue, selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., aux centres de Rillieux-le-Pape (Rhône), de Bayeux (Calvados) et de Valence (Drôme), provoquant, selon eux, le blocage des chèques et des cartes bleues (le Monde du 18 juillet). La direction dément cette information, affirmant qu'aucune grève n'a été signalée à Bayeux et à Valence, et qu'une heure de débrayage seulement a été observée à Rillieux-le-Pape. Toujours selon la direction, la grève des centres parisiens n'a de répercussions, pour la clientèle, qu'au niveau des relevés de comptes, tandis que les autres opérations, notamment la délivrance des carnets de chèques, les retraits, les versements et les virements, sont effectués en sous-traitance.

● A la régie Renault, selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., un meeting commun a eu lieu le 21 juillet à l'Île Seguin pour protester contre plusieurs avertissements, sanctions, journées de mise à pied décidées à l'encontre de deux délégués C.F.D.T. et trois délégués C.G.T. qui avaient eu des altercations avec des chefs d'ateliers. Selon la direction de la régie, aucun trouble ni aucun meeting n'ont marqué cette journée.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

LE CONSEIL DE PLANIFICATION A L'ÉLYSÉE

Comptes et mécomptes du VII^e Plan

Le conseil de planification dont la réunion avait été différée d'une quinzaine de jours en raison de l'emploi du temps du président de la République, s'est tenu jeudi 21 juillet sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, comme nous l'avons signalé dans nos dernières éditions d'hier.

M. Ripert, commissaire au Plan, a rendu compte des travaux des commissions et comités du Plan qui ont porté sur la mise en œuvre de la politique à moyen terme définie par le VII^e Plan et sur l'exécution des programmes d'actions prioritaires.

Compte tenu des décisions intervenues lors de la préparation du projet de budget pour 1978, le taux d'exécution de ces programmes, pour la part financée par l'Etat, s'élève, au terme de la troisième année, à 54 %, pour-

centage supérieur à celui qu'imprimerait la réalisation complète et régulière de ces programmes.

M. Giscard d'Estaing a relevé que dans ce projet de budget de 1978 les crédits alloués aux programmes prioritaires progressent de 17 % alors que l'ensemble des dépenses définitives augmente de 11,8 %.

Le président de la République a souligné ce résultat : « En dépit des contraintes de la conjoncture, les actions prioritaires qui concourent à la réalisation des grandes finalités du Plan connaissent un développement satisfaisant et conforme aux objectifs ».

Il reste que de nombreux objectifs économiques retenus pour le quinquennat 1976-1980 lors de la mise au point du VII^e Plan n'ont plus guère de chances d'être atteints.

A l'évidence, les choses ne se sont pas passées, depuis deux ans, comme l'avaient prévu les auteurs du Plan et la majorité parlementaire qui avait approuvé leurs pronostics. Le chômage est beaucoup plus considérable que ne l'envisageait le VII^e Plan, la hausse des prix reste supérieure à l'objectif, le déficit extérieur n'a pas disparu, le déséquilibre budgétaire persiste, la production industrielle stagne depuis six mois. Deux ans redoublés par les services de la rue de Marignan, en prévision de la récente réunion de la commission de développement du Plan, qu'a présidée M. Barre (voir le Monde du 7 juillet), donnent le détail de ces échecs et analysent certaines de leurs causes.

L'environnement international n'a d'abord pas été celui qu'avaient envisagé les experts gouvernementaux. L'Italie et la Grande-Bretagne n'ont pas connu la croissance esérée bien que persiste dans ces pays une inflation redoutable. Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon ont enregistré de meilleurs résultats, mais au prix de gains de productivité qui ont laissé subsister un chômage considérable. D'une façon plus générale, l'expansion de nos principaux partenaires est inférieure d'un demi-point à ce qui avait été envisagé, alors qu'à l'inverse, l'inflation y est restée plus forte et le chômage plus grave. Ce constat incite bien des pays à une grande prudence, qui fait redouter un regain de protectionnisme et n'est en tout cas pas de nature à stimuler l'économie française.

Déficit et endettement extérieurs

Celle-ci aurait été modérément « tirée » pendant les deux premières années du VII^e Plan (1976-1977) par la baisse des dépenses ménagères (plus 4,2 % par an en moyenne selon les pronostics officiels, les plus récents) ; cette progression s'explique à la fois par l'augmentation du pouvoir d'achat du revenu disponible des particuliers (plus 3,2 % par an dans l'ensemble, mais plus 3,7 % pour la masse des salariés), et par la baisse du taux d'épargne (tombé de 18,6 % du revenu disponible en 1975 à 16,6 % probablement cette année). Mais, simultanément, la dépense publique s'est accrue (progressé de 3 % seulement des dépenses d'équipements collectifs cette année) et les investissements du secteur privé ont stagné.

La formation brute de capital fixe dite productive ne dépasse cette année que de 2 % celle de 1974. Encore ce timide essor est-il dû exclusivement aux investissements des entreprises et des administrations, qui ont augmenté de 50 % en trois ans. Sans le secteur public, l'investissement productif serait en recul sensible. Tout comme la construction de logements : les mises en chantier ont baissé de plus de 14 % en trois ans. La situation financière des entreprises s'est pourtant redressée, la part des salaires dans la valeur ajoutée des firmes est revenue dans le même temps de 30,7 % à 32,7 % ; ce qui a permis au revenu disponible des sociétés d'augmenter de 19 % l'an passé et de progresser cette année d'un montant identique. Mais les chefs d'entreprise rechignent par la crise de 1974-1975 se montrent très prudents dans la gestion de leurs stocks et hésitent à investir tant que les capacités de production de leurs usines sont encore aussi largement sous-employées.

Les exportations ont évolué plus favorablement en raison de la baisse du franc jusqu'à l'été 1976 et de la compression des coûts de production industrielle depuis. Mais le déficit extérieur

persiste, bien que la facture pétrolière ait diminué grâce aux économies d'énergie réalisées. Notre solde commercial s'est dégradé vis-à-vis de l'Italie, du Royaume-Uni, de l'Espagne, pays dont les monnaies se sont détériorées, mais aussi à l'égard de l'Allemagne et du Japon, nations à monnaie forte.

« Les entreprises mobilisent-elles des moyens suffisants pour développer leurs exportations et ont-elles la volonté de le faire ? s'interroge le commissaire du Plan. N'ont-elles pas eu plutôt, dans certains cas, un comportement de marge ? Pourquoi ne projettent-elles pas mieux l'ouverture de nouveaux marchés ? »

En tout cas, pour solder le déficit extérieur — et tourner les difficultés de l'encadrement du crédit, les entreprises nationales ont été encouragées à s'endetter largement à l'étranger : 21 milliards de francs ont ainsi été empruntés l'an passé à l'étranger, et l'endettement suppléant cette année devrait, selon le Plan, être d'un montant comparable.

Au-delà des échanges extérieurs, c'est tout le problème de l'adaptation de l'économie française aux transferts rendus nécessaires par la crise ou soulevés par le gouvernement qui est posé. « La marge de manœuvre de la politique de régulation apparaît-elle plus étroite qu'en ne l'envisageait lors de la préparation du septième Plan », lit-on dans la note des services de la rue de Marignan. « Le retour à une situation satisfaisante de l'emploi sera fait presque l'unanimité. Chacun voit que la situation de l'emploi », les demandes déposées à l'Agence de l'emploi étant passées de 900 000 en janvier 1976 à 1 150 000 en juin dernier (après correction des variations saisonnières).

« En 1977, le budget économique de juin envisage une augmentation de la population disponible de 150 000 personnes... »

Le R.P.R. et le P.C. reprennent les prévisions de l'O.C.D.E.

La dernière étude de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) fait presque l'unanimité. Chacun trouve des documents pour sa critique de la politique économique gouvernementale. Ainsi dans la Lettre de la nation du 22 juillet, Pierre Charpy écrit : « Abandonnons les chiffres et les pourcentages, qui sont peu perceptibles en dehors des cercles d'initiés, pour relater de ces prévisions de l'O.C.D.E. un fait politique : le plan Barre n'aura pas réussi, en tout cas pas de façon significative, d'ici les élections de mars 1978. Ce n'est pas une critique mais une constatation que nous aurons faite bien avant les experts de l'O.C.D.E. et que Jacques Chirac avait prévue il y a plus d'un an. Sortir de la crise mondiale pour entrer dans un monde nouveau demande du temps et suppose que les échecs électoraux soient derrière ou loin devant ».

De son côté, l'Euroamitié du même jour souligne dans son éditorial : « Le gouvernement n'apprécie pas le nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui prévoit, pour les douze mois à venir, la stagnation de l'économie française, la montée du chômage et la persistance de la hausse des prix. Visiblement M. Giscard et Barre cherchent à masquer la vérité aux Français. Et la vérité c'est que le plan d'austérité, qui ampute le pouvoir d'achat des salariés, loin de résoudre les difficultés, enlève le pays dans la crise ».

Le bureau politique du parti communiste, faisant lui aussi référence aux prévisions de l'O.C.D.E.,

Le retour au plein emploi d'ici à 1980 est improbable. Il faut se demander si la promotion des activités créatrices d'emploi économiquement et socialement utiles ne devrait pas connaître une nouvelle impulsion ».

Mais comme l'inflation subsiste — largement due au comportement des Français, qui à encore aggravé la crise, — le commissariat du Plan estime que « la maîtrise de l'évolution des prix et des revenus de toutes natures » devient une dimension permanente de la politique de régulation dans la perspective du retour au plein emploi. On ne peut en effet maîtriser les rémunérations sans maîtriser également les prix, spécialement ceux des entreprises les moins concurrentielles. Comment parvenir à ces disciplines autrement que « par à-coups, dans une alternance de périodes de liberté dont on abuse et de blocages aux effets économiques dommageables » ? Il s'agit d'une tâche à mener périodiquement des normes en matière de prix et de rémunération, à l'instar des habitudes prises dans le domaine monétaire ».

Le commissariat du Plan note, à côté de ces points noirs, des résultats positifs enregistrés depuis deux ans. Les programmes d'action prioritaires inscrits au VII^e Plan « tentatives » originales de programmation partielle mais impérative, sélective mais détaillée, ont, en gros, été respectés ; plus d'ailleurs par ventilation nouvelle des crédits budgétaires des ministères que par ouverture de crédits supplémentaires. Ne pourrait-on pas aller plus loin pour permettre le développement normal des services publics (...) et accroître la participation de l'Etat au soutien de l'emploi ? Ne conviendrait-il pas de simplifier les mesures tendant à maîtriser la progression des dépenses de santé aussi bien sous l'angle de l'autonomie budgétaire que sous celui du redressement des comptes des entreprises ? De même, ne faut-il pas chercher les moyens de relever les tarifs des entreprises publiques sans compromettre la détermination générale des prix, afin de s'opposer à l'accroissement de leurs subventions ?

Questions difficiles, auxquelles la faible marge d'action des pouvoirs publics rend toute réponse particulièrement délicate. — C. M.

A L'ÉTRANGER

Aux Etats-Unis
LE P.N.B.
AUGMENTÉ DE 6 %
AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Washington (Agf). — L'économie américaine se porte bien. La croissance a atteint, en rythme annuel, 6,4 % au cours du deuxième trimestre de 1977. Pour le premier trimestre, le taux a été révisé en hausse à 7,5 % au lieu de 6,9 %. En dollars courants, le P.N.B. des Etats-Unis représente — sur une base annuelle — 1 870 milliards de dollars. Cependant, la hausse du coût de la vie parait se stabiliser. Les prix de détail ont augmenté de 0,6 % en juin comme en mai. En un an, par rapport à juin 1976, la hausse de l'indice qui s'est établie à 18,8 (base 100 en 1977) a été de 6,9 %. Le rythme annuel d'augmentation a été de 8,1 % pour le deuxième trimestre contre 10 % au premier.

« Le gouvernement n'apprécie pas le nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui prévoit, pour les douze mois à venir, la stagnation de l'économie française, la montée du chômage et la persistance de la hausse des prix. Visiblement M. Giscard et Barre cherchent à masquer la vérité aux Français. Et la vérité c'est que le plan d'austérité, qui ampute le pouvoir d'achat des salariés, loin de résoudre les difficultés, enlève le pays dans la crise ».

MONNAIES ET CHANGES

Irresponsabilité

(Suite de la première page.)

Dans le discours qu'il a prononcé à la réunion ministérielle de l'O.C.D.E. le 23 juin, M. Michel Blumenthal, secrétaire au Trésor, a remarqué que le déficit des paiements américains prévus pour 1977 était « à peu près égal » au surplus cumulé du Japon, de l'Allemagne fédérale, des Pays-Bas et de la Suisse. Et d'ajouter qu'il était temps que ces derniers pays reviennent à un meilleur équilibre. Dans les commentaires qu'il avait, quelques semaines auparavant, faits devant la presse, M. Blumenthal avait mieux précisé la thèse officielle de Washington : en cessant leur déficit des paiements courants se dégrader d'environ 10 milliards de dollars d'une année à l'autre (en passant d'un déficit de 0,5 milliard

de dollars, en 1976 à un déficit d'au moins 11 milliards, en 1977) les Etats-Unis apportent une contribution importante « à la stabilité » du système monétaire international et au développement des échanges. L'idée sous-jacente à cette curieuse affirmation est qu'aussi longtemps que les pays de l'OPEP disposeront d'un surplus financier, celui-ci devra nécessairement trouver sa contrepartie dans le déficit enregistré par le reste du monde. Les Etats-Unis se sont bien comportés en en prenant « à leur charge » une partie, tandis que le Japon ou l'Allemagne fédérale faiblissent, selon cette conception, à leur devoir de solidarité puisque leurs excédents ne peuvent qu'accentuer le déséquilibre des autres pays importateurs de pétrole pris globalement.

Plus inquiétant que le déficit

Ce qui est, d'une certaine façon, plus inquiétant que le déficit lui-même, c'est qu'un pareil « raisonnement » passe pour un propos « responsable » propre à inspirer une politique. Il montre aussi comment on peut se donner à bon compte les apparences de la logique économique ou financière en citant quelques chiffres, sans se demander si l'on est en droit de les comparer. Or, en l'occurrence, la comparaison n'est pas possible parce que, parmi les pays importateurs de pétrole, les Etats-Unis occupent une situation tout à fait particulière. Le pétrole de l'OPEP étant payable en dollars, les Américains règlent leurs achats dans leur propre monnaie. Pour eux, acheter le pétrole en Arabie Saoudite ou au Togo, c'est du point de vue financier, en tout cas, la même chose (à la différence du prix réel).

C'est seulement maintenant que l'on commence à mesurer les immenses conséquences du fait que, au moins en ce qui concerne les échanges pétroliers, tout se passe comme si les pays de l'OPEP — et singulièrement ceux de la péninsule Arabique ainsi que le Venezuela — faisaient partie de l'espace financier américain. On dira que les Saoudiens, même s'ils encaissent des dollars, ont toujours la faculté de convertir ces derniers, à leur convenance, en deutschemarks ou en francs suisses. Outre qu'il est possible qu'une fraction peut-être non négligeable des avoirs saoudiens soient gelés sous forme d'obligations à long terme non commercialisables du Trésor américain, la différence n'existe pas car, depuis la levée aux Etats-Unis de tous les contrôles de change au début de 1977

(quelques semaines après le quintuplement du prix du pétrole), tous les citoyens américains, et par conséquent aussi notre hypothétique producteur de pétrole texan, peuvent sans limite « exporter » leur fonds à l'étranger (seul il est vrai à les déclarer).

Lorsque l'Allemand, le Japonais ou le Français achètent leur pétrole au Proche-Orient, ils doivent se procurer les ressources financières nécessaires en cédant sur le marché international des biens et des services réels, à moins (cas des derniers nommés) qu'ils n'en empruntent une partie. On ne peut donc en aucun cas comparer leur situation avec celle des Américains pour qui, répétons-le, cette nécessité n'existe pas. Cela dit, il ne faut pas employer le mot « privilège » à tort et à travers et ne pas dire, comme on l'a fait naguère, à propos des investissements américains en Europe, qu'il suffit que les Etats-Unis impriment des billets de banque pour régler leur pétrole. Il va de soi que les importateurs d'outre-Atlantique doivent, pour régler leurs achats, être solvables et que, de leur point de vue, il n'y a aucun avantage à se payer en dollars plutôt qu'en devises.

Ce dont il est question ici, c'est de l'intégration de fait qui existe entre l'économie américaine et les pays de l'OPEP, telle l'Arabie Saoudite, à monnaie convertible (c'est-à-dire ceux pour lesquels il n'existe aucune barrière entre leur propre monnaie et le dollar). D'où on aller jusqu'à amalgamer la balance des paiements de ces pays avec celle des Etats-Unis, ce qui laisserait apparaître globalement un excédent que les banques américaines prêtent sur le reste du monde ?

Un manque total de symétrie

Sans aller jusqu'à poser cette question, un petit nombre d'économistes américains commencent à prendre conscience du manque total de symétrie entre la position des Etats-Unis et celle des autres pays industrialisés. C'est outre-Atlantique qu'ont été révisés publiquement, et de la façon la plus explicite, les chiffres de la Trésorerie. La banque Morgan, dans son bulletin de juin, écrit qu'il y a « un lien direct entre, d'une part, les importations américaines de pétrole et, de l'autre, le surplus de l'OPEP ». (Rappelons que, dans une interview accordée au Monde du 28 avril 1977, M. Omar El-Mingier, président de la Bundesbank, avait fait allusion à ce lien.)

Or, les Etats-Unis, depuis 1973, ont beaucoup augmenté leurs importations de pétrole. Elles contribuent à représenter cette année, plus de 44 % de leur consommation totale contre 34,80 % en 1973 (et 40,50 % en 1976). Leur facture pétrolière est passée de 8,5 milliards de dollars, il y a quatre ans, à quelque 38 milliards de dollars en 1977 (29,00 milliards en 1976).

Ne nous obligeons pas à notre tour sur les chiffres, mais l'auteur de l'analyse de la Morgan n'a pu être pas tort de faire remarquer que « le montant net des importations américaines, les revenus pétroliers de l'Arabie Saoudite et le surplus de l'OPEP sont du même ordre de grandeur ». Ce dernier surplus a été, rappelle-t-on, de 37,6 milliards en 1976, pour autant qu'on puisse l'évaluer à la première décimale près ! Et, note l'auteur d'en tirer la conclusion suivante, qui va à l'opposé de la théorie officielle de Washington et du jugement des experts de l'O.C.D.E. dont la seule doctrine constante est de répéter, comme pour enfoncer un clou, qu'un déficit peut être une bonne chose et que, le plus souvent, il l'est ! — Une réduction du déficit américain à travers une politique de l'énergie efficace et l'abaissement

des importations de pétrole pourrait permettre d'atteindre plusieurs objectifs importants. Elle contribuerait à diminuer le surplus de l'Arabie Saoudite et des autres membres de l'OPEP excédentaires, et, par la même, à favoriser un meilleur équilibre des paiements internationaux », lit-on encore dans le bulletin de la Morgan.

Et la baisse du dollar dans tout cela ? A la fin du mois de mai, le ministre allemand des finances, M. Hans Apel, avait indiqué que la persistance du déficit américain conduirait à de nouveaux troubles sur le marché des changes. Pour des raisons que nous avons dites et quelques autres, il n'est pas sûr qu'un solde négatif de la balance des paiements courants des Etats-Unis ait mécaniquement pour effet de peser sur le dollar. Mais ce qui est certain, c'est que la formidable mécanique financière qui s'est mise en place à pour effet d'accroître constamment le montant des dollars en circulation dans le monde via les dépôts effectués par les membres excédentaires de l'OPEP auprès des banques de New-York ou sur le marché de l'eurodollar (sur lequel les grandes banques françaises participent très activement), l'existence de cette énorme masse de fonds liquides crée les conditions presque parfaites d'une instabilité quasi permanente.

Une autre illusion serait de croire qu'une dépréciation de quelques pour cent de la principale devise du monde est, tout compte fait, un phénomène bénin. Si la baisse se révèle durable, on va de nouveau entendre l'argument selon lequel, les importations représentant moins de 10 % du P.N.B. américain, l'effet sur les prix intérieurs devrait être négligeable. L'argument ne vaut rien. La cause devrait être entendue depuis nos meilleures études sur le sujet ont confirmé ce à quoi on pouvait théoriquement s'attendre, à

savoir qu'en gros une dévaluation de, mettons, 5 % finit par se traduire par une hausse d'environ 3 % du niveau des prix intérieurs. Donnons ici l'explication la plus simple de cette concordance : De fait qu'il existe un marché international, il découle qu'il ne peut y avoir qu'un seul niveau de prix dans le monde, tout du moins pour la masse impondable des biens et des services qui font l'objet d'échanges à travers les frontières. Si les prix exprimés en dollars deviennent, par la dépréciation de cette devise, plus faibles qu'avant, il y a eu une baisse des prix intérieurs de 5 % à ce niveau, l'écart sera nécessairement comblé. Il n'en sera autrement que si la baisse du change venait occasionner une montée plus forte qu'ailleurs des prix nationaux qui ne seraient pas produits. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne les Etats-Unis, où l'évolution, dans ce domaine, a été une des plus modérées du monde. Comme le mouvement ne s'arrête jamais, toute ascension des prix intérieurs américains ne peut manquer à son tour de faire sentir ses effets dans le reste du monde.

En Europe, la baisse du dollar va creuser un peu plus l'écart entre, d'une part, les pays à monnaie forte (Allemagne, Suisse, Pays-Bas) et, d'autre, les pays à monnaie faible, en relançant la hausse des prix dans ces derniers (toujours la fin du niveau de prix par définition unique ou peu s'en faut). Le « serpent », dernier vestige de l'organisation monétaire de l'Europe, pourra-t-il survivre alors que les pressions sur les couronnes scandinaves, à commencer par la couronne suédoise, vont s'accroître dangereusement ? A sa croûte les partisans de la « réévaluation » du deutschemark ou du yen, le réajustement monétaire devrait avoir des effets bénéfiques sur l'économie mondiale en stimulant les importations de l'Allemagne fédérale, de la Suisse et du Japon. Peut-être. Mais, l'impression dominante est que, depuis avril ou mai dernier, l'élan de l'économie, de ce côté-ci de l'Atlantique, et peut-être aussi de l'autre, s'est perdu dans les sables. Dans cette conjoncture mornne, pour ne pas dire déprimée, ne peut-on craindre que la réévaluation n'entraîne surtout des effets déflationnistes sur l'activité (plus que sur les prix) de ces pays ? Or le chômage augmente en Allemagne aussi, dont l'économie est touchée presque autant que les autres par la sévérité de la crise qui n'en finit pas.

En ce qui concerne la France, il n'est pas sûr qu'un dollar à 4,85 F soit plus favorable à l'exportation que le cours du plan Barre qu'un dollar aux environs de 4,95 F. La marche de change n'est pas sélective. Ce qui favorise l'importation du pétrole favorise aussi l'importation d'autres marchandises. Quant aux exportateurs, ils devront, sur les marchés tiers, compter avec une concurrence américaine plus vive. Etait-ce si des résultats souhaitables ?

PAUL FABRA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GEVELOT

L'assemblée générale ordinaire du 22 juin 1977 a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1976 par un bénéfice net de 2.014.277,24 F. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 5 francs net par action, ce qui, compte tenu de l'impôt sur le revenu, représente un revenu global de 3,50 F. Il sera mis en paiement le 15 septembre.

PRICEL

Pricel envisage, sous réserve des autorisations réglementaires, de solliciter, aux actionnaires de la société américaine United States Dry Works, dont les titres sont cotés à New-York, l'achat au prix initial de 5,25 dollars de 375 000 actions au maximum. Pricel contrôle déjà indirectement environ 300 000 actions United States Dry Works, soit plus de 48 % de son capital.

IN INTERTECHNIQUE

RÉSULTATS AU 30 JUIN 1977
Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé pendant le premier semestre 1977 s'est élevé à 123,5 millions de francs, contre 126,7 millions de francs au 30 juin 1976.
Pendant la même période, le montant hors taxes des commandes reçues s'est élevé à 141,2 millions de francs, contre 128,6 millions de francs.
Au 30 juin 1977 le compte de capital mondial s'élevait à 221,5 millions de francs.

LES MARCHÉS

PARIS
21 JUILLET

LONDRES

Plus importants

Marché	Indice	Différence
FTSE 100	100	-
FTSE 250	100	-
FTSE 350	100	-
FTSE 450	100	-
FTSE 550	100	-
FTSE 650	100	-
FTSE 750	100	-
FTSE 850	100	-
FTSE 950	100	-
FTSE 1050	100	-
FTSE 1150	100	-
FTSE 1250	100	-
FTSE 1350	100	-
FTSE 1450	100	-
FTSE 1550	100	-
FTSE 1650	100	-
FTSE 1750	100	-
FTSE 1850	100	-
FTSE 1950	100	-
FTSE 2050	100	-
FTSE 2150	100	-
FTSE 2250	100	-
FTSE 2350	100	-
FTSE 2450	100	-
FTSE 2550	100	-
FTSE 2650	100	-
FTSE 2750	100	-
FTSE 2850	100	-
FTSE 2950	100	-
FTSE 3050	100	-
FTSE 3150	100	-
FTSE 3250	100	-
FTSE 3350	100	-
FTSE 3450	100	-
FTSE 3550	100	-
FTSE 3650	100	-
FTSE 3750	100	-
FTSE 3850	100	-
FTSE 3950	100	-
FTSE 4050	100	-
FTSE 4150	100	-
FTSE 4250	100	-
FTSE 4350	100	-
FTSE 4450	100	-
FTSE 4550	100	-
FTSE 4650	100	-
FTSE 4750	100	-
FTSE 4850	100	-
FTSE 4950	100	-
FTSE 5050	100	-
FTSE 5150	100	-
FTSE 5250	100	-
FTSE 5350	100	-
FTSE 5450	100	-
FTSE 5550	100	-
FTSE 5650	100	-
FTSE 5750	100	-
FTSE 5850	100	-
FTSE 5950	100	-
FTSE 6050	100	-
FTSE 6150	100	-
FTSE 6250	100	-
FTSE 6350	100	-
FTSE 6450	100	-
FTSE 6550	100	-
FTSE 6650	100	-
FTSE 6750	100	-
FTSE 6850	100	-
FTSE 6950	100	-
FTSE 7050	100	-
FTSE 7150	100	-
FTSE 7250	100	-
FTSE 7350	100	-
FTSE 7450	100	-
FTSE 7550	100	-
FTSE 7650	100	-
FTSE 7750	100	-
FTSE 7850	100	-
FTSE 7950	100	-
FTSE 8050	100	-
FTSE 8150	100	-
FTSE 8250	100	-
FTSE 8350	100	-
FTSE 8450	100	-
FTSE 8550	100	-
FTSE 8650	100	-
FTSE 8750	100	-
FTSE 8850	100	-
FTSE 8950	100	-
FTSE 9050	100	-
FTSE 9150	100	-
FTSE 9250	100	-
FTSE 9350	100	-
FTSE 9450	100	-
FTSE 9550	100	-
FTSE 9650	100	-
FTSE 9750	100	-
FTSE 9850	100	-
FTSE 9950	100	-
FTSE 10050	100	-
FTSE 10150	100	-
FTSE 10250	100	-
FTSE 10350	100	-
FTSE 10450	100	-
FTSE 10550	100	-
FTSE 10650	100	-
FTSE 10750	100	-

Vous pouvez accéder à ces données sur [www.ftse.com](#)

Irresponsabilité

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 21 JUILLET

L'amélioration se confirme

Tout en restant assez maigre, les échanges ont néanmoins été un peu plus fournis ce jeudi à la Bourse de Paris et l'amélioration constatée la veille durant la seconde partie de la séance s'est confirmée.

Malgré la persistance d'une assez grande irrégularité dans certains secteurs (banques, établissements de crédit, sociétés d'investissement), le nombre de hausses a été cette fois nettement supérieur à celui des baisses et une cinquantaine de valeurs ont monté de façon appréciable (de 2 % à 5 %), le plus grand nombre appartenant au matériel électrique et au bâtiment. A l'inverse, à peine plus de trente ont subi des pertes notables. Prénatal (- 5 %) et Générale de Fonderie (- 4,5 %) comptant parmi les plus touchées. Deux compartiments qui se sont franchement agités : la construction mécanique et métallurgie. Bref, les différents indices ont progressé d'environ 0,5 %.

Pour un jour de liquidation générale, le résultat est plus que satisfaisant. Le sentiment, il est vrai, est meilleur depuis vingt-quatre heures autour de la corbeille. La renouée du franc, à la fois des devises fortes, du Deutschmark en particulier, est en grande partie à l'origine de ce changement de climat. Le léger décalage enregistré sur le loyer de l'argent à court terme et quelques achats discrets en provenance de l'étranger ont fait la différence. A l'ouverture, le franc a été coté à 22,85 F. Le napoléon, en revanche, a perdu 0,10 F à 24,50 F après 24,5 F.

Sur le marché de l'or, toujours désert, le lingot a gagné 75 F à 22,85 F. Le napoléon, en revanche, a perdu 0,10 F à 24,50 F après 24,5 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) ... 254 30 254 50

LONDRES

Plus résistent

La tendance apparaît plus résistante ce vendredi matin à l'ouverture. Les industriels se redressent, même que les pétroles (BP). Les fonds d'Etat varient peu. Stabilité des mines d'or.

DE (ouverture) (dollar) : 146 80 contre 146 40

(*) En dollars U.S., soit en prime sur le dollar investissement.

Taux du marché monétaire
Euros 3 mois ... 5 1/8 %
Euros 6 mois ... 5 1/8 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SILIC. — Les loyers hors taxes du 30 juin dernier s'élevaient à 44,15 millions de francs contre 38,59 millions lors du précédent exercice.

GRUPE ANGLO-AMERICAN. — Les mines du groupe publient leurs résultats nets pour le second trimestre 1977. Les chiffres sont satisfaisants. Les chiffres du second trimestre sont de 13,01 millions de dollars (10,5 millions de francs) contre 12,11 millions de dollars (9,8 millions de francs) au premier trimestre. Les bénéfices nets sont de 13,01 millions de dollars (10,5 millions de francs) contre 12,11 millions de dollars (9,8 millions de francs) au premier trimestre.

XEROX CORP. — Résultat net du premier trimestre : 12,7 millions de dollars contre 12,5 millions de dollars au premier trimestre 1976. Le bénéfice net par action est de 1,43 dollar contre 1,40 dollar au premier trimestre 1976.

GILLETTE. — Bénéfice net du premier trimestre 1977 : 1,43 dollar par action contre 1,40 dollar au premier trimestre 1976.

SCHLUMBERGER Ltd. — Le dividende trimestriel payable le 14 octobre à été porté à 27,5 cents par titre contre 26 cents précédemment.

NEW-YORK

Irégulier

D'assez nombreux décalages se sont enregistrés jeudi à Wall Street. Mais il n'est pas certain que la clôture, l'indice des industriels (enregistrant une légère avance de 30 points à 221,75) laisse entrevoir des perspectives optimistes. L'indice des valeurs étrangères (227,50) a été plus négatif que les hausses (627).

L'activité, bien qu'en diminution, est demeurée assez forte : 26,88 millions de titres ont changé de mains contre 20,33 millions la veille.

L'annonce d'une nouvelle et forte hausse des prix de détail en juin (+ 0,6 %) est à l'origine de cette nouvelle vague de ventes nombreuses d'opérateurs attendants, au contraire, à un certain ralentissement de l'investissement. L'effet produit a cependant été quelque peu atténué par l'espoir d'un réajustement de la monnaie monétaire, espoir qui se vérifie après la clôture avec la publication des statistiques de la Réserve Fédérale pour la semaine du 14 au 22 juillet.

Indice Dow Jones : transports, 228,30 (- 0,15) ; services publics, 118,48 (- 0,10).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 : 31 oct. 1974.)

20 juil. 21 juil.

Valeurs françaises ... 84,2
Valeurs étrangères ... 99,9

C. DES AGENTS DE CHANGE
Indice général ... 55,3 55,8

VALEURS

précéd.			cours			précéd.			cours			précéd.			cours								
Patronage (Lyon)	72	71	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	72	71	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	72	71	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167
Patronage (Paris)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60	31 30	Gawatt	166 50	167	Patronage (Lyon)	70	70	One-Land	268	265	Thomson et M.	32 60				

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
3. AMÉRIQUES
4. EUROPE
5. AFRIQUE
6. ASIE
7. POLITIQUE
- LIBRES OPINIONS : « L'indépendance nationale, une option primordiale », par Dominique Gallet.
7. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
7. ÉQUIPEMENT
8. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- FEUILLETON : « Les Évolutions », par Witold Gombrowicz.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 9 À 12

- VACANCES EN FRANCE : d'autres sentiers dans les Alpes.
- TOURISME : ces plages où l'on prend des risques (suite).
- JOUR : échecs, bridge, dames.
- MOUDES DU TEMPS : les collections d'été.

12. SPORTS
- 12-13. JUSTICE
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
16. DÉFENSE
- SCIENCE
- ÉDUCATION
- 18 À 20. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)

- Annonces classées (17)
- Aujourd'hui (18) : Carnet (14)
- Loto (13) : Méthodologie (13)
- Mots croisés (13) : Bouquet (21)

A PÉKIN, PLUSIEURS GROUPES ORGANISÉS ACCLAMENT LA RÉHABILITATION DE M. TENG HSIAO-PING

Pékin (Reuter). — Des groupes organisés agitant des drapeaux ont défilé vendredi 22 juillet dans les rues de Pékin pour acclamer la réhabilitation supposée de M. Teng Hsiao-ping et l'expulsion de la « bande des quatre » du parti communiste.

L'organisation de cette manifestation donne à penser que les auteurs des affiches murales placardées ces derniers jours à Pékin disaient vrai en attribuant la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping au troisième plénum du comité central du parti.

et des symboles, ces femmes ont défilé vendredi 22 juillet dans les rues de Pékin pour acclamer la réhabilitation supposée de M. Teng Hsiao-ping et l'expulsion de la « bande des quatre » du parti communiste.

L'organisation de cette manifestation donne à penser que les auteurs des affiches murales placardées ces derniers jours à Pékin disaient vrai en attribuant la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping au troisième plénum du comité central du parti.

AFIN D'ENCOURAGER L'EXPORTATION

M. Barre ouvre un crédit supplémentaire de 500 millions de francs destiné aux P.M.E.

Pour remédier aux difficultés que connaissent actuellement les petites et moyennes entreprises, le premier ministre a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

Le gouvernement a décidé d'accroître de 500 millions de francs le montant de l'enveloppe des crédits à court terme à l'exportation fixée en fonction des normes de l'encadrement du crédit. Ces possibilités supplémentaires sont réservées aux

moins intéressante. Créés à la fin de 1974, alors que la crise entraînant de graves difficultés financières pour les entreprises, ces comités étaient chargés de trouver des solutions aux problèmes de trésorerie des petites et moyennes entreprises, qu'elles connaissent en un des moments difficiles.

En outre, le premier ministre a confirmé que pour favoriser les équipements en milieu rural, le Crédit agricole a été autorisé à distribuer 500 millions de francs de prêts non bonifiés aux collectivités publiques hors encadrement du crédit. Cette mesure avait été décidée le 7 juillet dernier à l'occasion de la conférence annuelle agricole qui s'était tenue à l'hôtel Maitland.

Elle était justifiée par la diminution des prêts aux collectivités faits par le Crédit agricole : 3 083 millions de francs en 1976, 2 785 millions de francs en 1977, en raison

des rigueurs de l'encadrement du crédit.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

passée difficile. M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a écrit le 20 juillet à M. Giscard, président de la C.G.F.M.E., que, pour les marchés d'entretien et de génie civil courant d'un faible montant, il avait l'intention de recommander aux services de l'équipement de ne sélectionner, dans le cadre des appels d'offre restreints, que des entreprises ayant un chiffre d'affaires proportionné aux travaux exécutés.

Le Crédit agricole avait demandé à l'occasion de la conférence annuelle, la possibilité de prêter hors encadrement 1 milliard de francs. Le premier ministre a ramené cette somme à 500 millions. Cela devrait permettre aux communes et aux départements ruraux de poursuivre les opérations de voirie, d'assainissement et d'hydraulique tout en relançant l'activité des entreprises de travaux publics locales qui connaissent actuellement une

LA NORVÈGE SOUMETTERAIT QUE LA C.E.E. POUSSE LE DANEMARK À ACCEPTER L'OUVERTURE DU GAZODUC EKOFISK-EMDEN

De notre correspondant

Copenhague. — Selon le quotidien Børsen, organe des milieux d'affaires danois, la Norvège aurait l'intention de demander à la C.E.E. d'exercer son influence sur le gouvernement de Copenhague pour tenter de lui faire lever le veto qu'il a opposé fin juin à l'ouverture d'un gazoduc Ekofisk-Emden, dont la mise en service en mer du Nord, après une série d'ajournements, avait été fixée pour le 15 août.

Les experts ont calculé que modifier la partie de la canalisation qui traverse le plateau continental sous-marin danois sur une distance de 55 kilomètres environ, pour répondre aux exigences de Copenhague, demanderait plus d'un an, ce qui signifierait une perte totale de 4 à 5 milliards de francs pour l'Etat norvégien et le groupe américain Phillips, qui ont construit ces installations et doivent les exploiter.

Le conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, dans un geste de solidarité envers les ministres du département du Gers, a décidé de prélever à leur intention une contribution de 2 millions de francs C.F.P. (110 000 F). Cette initiative a été approuvée par l'Assemblée territoriale, a indiqué jeudi 21 juillet le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

ter en commun dans le cadre de la société Nordpipe. Quatre des Etats membres de la C.E.E. pourraient être appelés à subir assez lourdement les répercussions de ce veto : la R.F.A., la Belgique, les Pays-Bas et la France, qui ont signé d'importants contrats d'approvisionnement de gaz d'Ekofisk. La France et la R.F.A. étant plus particulièrement touchées.

La situation est donc sérieuse, mais on ne voit pas comment le Danemark pourrait assouplir maintenant la position catégorique qu'il a adoptée dans cette affaire. — G.O.

PEUGEOT VA COMMERCIALISER UNE 604 A INJECTION

Peugeot va commercialiser, à la fin de l'été, une nouvelle version de la 604 baptisée 604 TI V6. Elle conserve le moteur PRV qui l'accompagne depuis l'origine, mais sa puissance est portée à 144 ch. DIN à 5 500 tours-minute (au lieu de 136 ch. à 5 750 tours-minute) grâce à l'adoption de l'injection. Une boîte cinq vitesses équipée par ailleurs au nouveau modèle, dont le prix est fixé à 52 500 F. La 604 TI V6 continue sa carrière au tarif de 46 500 F.

Selon l'IFOP

LA POPULARITÉ

DE MM. GISCARD D'ESTAING
ET BARRE EST EN HAUSSE

Selon un sondage de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) réalisé entre le 11 et le 18 juillet, c'est-à-dire après la discussion du président de la République à Carpentras, et publié par notre confrère France Soir daté du 23 juillet, la popularité de M. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre est en hausse.

Pour 48 %, les personnes interrogées se déclarent « satisfaites » de M. Valéry Giscard d'Estaing « comme président de la République », contre 44 % de « mécontentes ». Au mois de juin, les réponses aux mêmes questions avaient donné 45 % de « mécontentes » et 48 % de « satisfaites ». La popularité du chef de l'Etat augmente donc de deux points. De même pour M. Raymond Barre, au sein duquel 48 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites » (contre 40 % en juin) et 45 % de « mécontentes » (50 % en juin). Le nombre des personnes mécontentes de l'action du premier ministre reste supérieur de trois points toutefois à celui des personnes satisfaites.

NOUVELLES BRÈVES

● Le Syndicat de la presse parisienne, qui s'est réuni le mercredi 20 juillet, vient d'envoyer à M. Raymond Barre une lettre dans laquelle il lui demande de favoriser le règlement du conflit du Parisien libéré.

M. Destré Goddyn, président du S.F.P., s'est notamment adressé au premier ministre : « Le Syndicat de la presse parisienne a appris qu'un accord est prêt à intervenir entre le Parisien libéré et le Comité inter-syndical de la presse parisienne.

Si les quotidiens de Paris n'entendent assumer que leur part des conséquences de la signature du protocole conclu le 7 juillet 1976, le Syndicat de la presse parisienne souhaite que le gouvernement favorise par une juste exclusion de l'ordre public que la conclusion définitive d'un conflit dans les locaux de la presse écrite ont été trop souvent victimes.

● Le mouvement clandestin contre les autocrates des plantations — qui ont en lieu récemment en Corse, — leurs fournisseurs et leurs exécutants. « Quel que soit le résultat de l'enquête, dans un communiqué publié jeudi 21 juillet, les autonomistes sont responsables des attentats, responsables de ceux qui insultent le pouvoir élu au suffrage universel, qui déchirent et brûlent le drapeau tricolore, symbole de la République et de la liberté.

● L'hebdomadaire de P.S. Futur, qui interrompait sa publication jusqu'au 9 septembre, se réjouit de ses résultats pour la première partie de l'année. Il fait état d'une progression de 12 % de son tirage et de 15 % du nombre de ses abonnés par rapport à la période correspondante de 1976.

Le numéro du « Monde » daté du 23 juillet 1977 a été tiré à 515 279 exemplaires.

A B C D E F G

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A VILLECRESNES ET A MAUREPAS

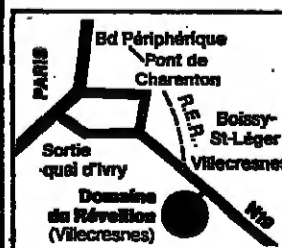


"Mélée", 171 m², 6 pièces. Autres modèles de 134 à 278 m².

A 18 KM au sud-est de Paris par la N. 19.
Et à l'ouest de Paris, par l'autoroute A. 13.

Les maisons individuelles du Domaine du Réveillon occupent un vallon en partie cerné de bois tout près du centre de la charmante bourgade de Villecresnes (C.E.S., piscine, tennis). Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par la N. 19.

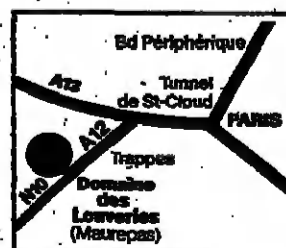
Les maisons du Domaine des Louveries sont en lisière de bois, à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès par l'autoroute Ouest (direction Chartres), la N. 10 et le C.D. 13.



Domaine
du Réveillon

cartes d'accès depuis Paris

Domaine
des Louveries



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
DOMAINE DU REVEILLON 9440 VILLECRESNES (TEL. 599.10.82)
DOMAINE DES LOUVERIES 7310 MAUREPAS (TEL. 062.96.43)

مكتبة الأمل